



**BURUNDI** : La FRANCE veut redynamiser la coopération militaire | Visite d'Etat panafricaine – Le couple présidentiel du BURUNDI à BATA et DJIBLOHO en GUINEE EQUATORIALE.

**HAÏTI** : PANAFRICANISME - Un fou détruit une statue de Feu DESSALINES J-J,père fondateur de la Nation, sous les applaudissements

**RDC CONGO** : L'ambassadeur de FRANCE en RDC François Pujolas annonce la création d'une école de guerre en janvier prochain en RDC | Le FCC ouvert au dialogue avec son partenaire CACH | RDC-Consultations : pour Moise Katumbi, il est d'abord venu rencontrer un frère | Sud-Kivu : la MONUSCO juge "très critique" la situation des déplacés internes de Bijombo et Mikenge

**MALI** : l'ex-président Amadou Toumani Touré est décédé

**RWANDA** : Prosecution seeks five-year jail for ex-Premier Habumuremyi | Rusesabagina trial: Appeal hearing pushed on request of the accused | Coronavirus turns teeth on refugees in camps in Rwanda

**UGANDA** : The campaigns for presidential elections in Uganda scheduled for January 14, 2021 - Among the 11 presidential candidates include incumbent president Yoweri Museveni and music pop star Robert Kyagulanyi Ssentamu

**SUDAN** : Sudan closes border with Ethiopia amid Tigray clashes

**ETHIOPIA** : Ethiopia's PM says airstrikes launched against targets in restive Tigray region | Talks on Nile dam end, again, as parties disagree on methodology

**KENYA** : EAC partner states get five years to join Kenya-UK trade deal

**SOMALIE** : Le président Donald Trump USA aurait demandé au Pentagone un plan de retrait des troupes américaines en Somalie.

**MADAGASCAR** : La FRANCE remet à Madagascar la couronne ornant le dais de la reine Ranaivalona III

**BOTSWANA** : la compagnie électrique nationale rachètera 10 MW d'électricité auprès de ses abonnés en un an - panneaux Energie Solaire -

**ANGOLA** : Le consortium Nzadi a démarré la construction de son système sous-marin de fibre optique

**EGYPT** : Amnesty calls on Egypt to investigate racial slurs against Sudan protesters | Israeli general calls for closer cooperation with Egypt against Turkey

**COTE D'IVOIRE** : La réélection d'Alassane Ouattara confirmée par le Conseil constitutionnel - Alassane Ouattara reçoit le renfort de ses pairs africains UA & CEDEAO | Comment Laurent Gbagbo prépare son retour politique

**CHINE - AFRIQUE** : Coopération : Fin du Forum Chine-Afrique des Thanks Thanks

-----  
**\*\*\*\* DIASPORA \*\*\*\***

## **HAÏTI :**

Haïti - FLASH : Un fou détruit une statue de J-J Dessalines, sous les applaudissements

<https://www.haitilibre.com/article-32222-haiti-flash-un-fou-detruit-une-statue-de-j-j-dessalines-sous-les-applaudissements.html>

Jeudi 5 novembre, sur la place d'armes du Cap-Haïtien un individu identifié comme Calixte Lucien (40 ans), un déséquilibré mental est monté sur le socle de la statue du père fondateur de la Nation, Jean-Jacques Dessalines et s'est attaqué à l'effigie de l'Empereur devant plusieurs dizaines de résidents et de curieux qui immortalisaient la scène sur leur téléphone portable..

Après de nombreux efforts Calixte Lucien a réussi à faire tomber la statue qui s'est brisée au sol en plusieurs morceaux sous les ovations des citoyens et ce, sans aucune intervention de la police...

Après son forfait et être redescendu du socle de la statue, Calixte Lucien très calme, a été arrêté sans opposer de résistance par les agents de sécurité de la mairie, puis remis aux autorités policières.

Yvrose Pierre, agent exécutif intérimaire de Cap-Haïtien a déploré le comportement de la population qui selon elle prouve que la société a touché le fond et dénote son désengagement face au symbolisme de l'histoire en affichant sont irrespect des prouesses de nos ancêtres. Rappelant que ce monument fait partie du patrimoine national elle a demandé que justice soit faire contre l'auteur de cet outrage.

Après le constat légal, l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN) a récupéré tous les fragment de la statue.

## **GUADELOUPE :**

85 000 tests Antigéniques pour la Guadeloupe pour accélérer le dépistage Covid

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/85-000-tests-antigeniques-pour-la-guadeloupe-pour-acceler-le-depistage-covid-889672.html>

Les tests Antigéniques sont arrivés en Guadeloupe. 85 milles unités que l'ARS va distribuer, dans un premier temps aux établissements sanitaires et médicaux-sociaux, mais aussi à l'aéroport de Saint Martin ou le dépistage est obligatoire au départ de Grand Case pour la Guadeloupe.

Avec la distribution en Guadeloupe et dans les Îles du Nord de ces 85000 tests antigéniques l'ARS souhaite améliorer le taux de dépistage. Dès à présent, les médecins, infirmiers diplômés d'État et les pharmaciens peuvent les réaliser dans leur cabinet, dans leurs officines ou même au domicile du patient.

Il faut dire que, dans le contexte actuel de forte reprise épidémique, les nouveaux tests antigéniques rapides constituent un outil supplémentaire pour réduire les chaînes de transmission virale. S'ils viennent en complément des tests RT-PCR, ils ne les remplacent pas puisque ces derniers restent la technique de référence pour la détection de l'infection à la Covid-19.

Avec un résultat disponible en 15 à 30 minutes, ces tests antigéniques permettent la mise en œuvre sans délai des mesures d'isolement et de contact tracing.

Il faut aussi souligner que les tests antigéniques ne sont pas destinés aux personnes contact. Ces dernières doivent réaliser un test RT-PCR selon les délais recommandés.(...)

## **MARTINIQUE :**

Confinement: le point sur les commerces autorisés à ouvrir en Martinique

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/confinement-le-point-sur-les-commerces-autorises-a-ouvrir-en-martinique-890158.html>

Depuis l'annonce du nouveau confinement (30 octobre 2020), des voix s'élèvent pour dénoncer un "deux poids deux mesures" entre les commerces de proximité et les grandes surfaces autorisés à ouvrir ou non. La préfecture de Martinique fait le point.

Depuis ce vendredi 30 octobre 2020 minuit la Martinique est repassée en confinement pour essayer d'enrayer la propagation du covid-19 sur notre île. Dans ce cadre, les commerces dits "non essentiels" ne sont pas autorisés à ouvrir leurs portes.

La règle est claire:

"Seuls les commerces de produits de première nécessité sont autorisés à rester ouverts".

Préfecture de Martinique

Les autres commerces et établissements doivent fermer leurs portes sans pour autant arrêter toute activité. Ils sont autorisés à enregistrer des commandes et à livrer.(...)

-----  
**\*\*\* AFRIQUE DE L'EST \*\*\*\***

**BURUNDI :**

GUINEE EQUATORIALE : Visite d'Etat panafricaine – Le couple présidentiel du BURUNDI à BATA et DJIBLOHO

<https://www.burundi-forum.org/la-une/politique/institutions/guinee-equatoriale-visite-detat-panafricaine-le-couple-presidentiel-du-burundi-a-bata-et-djibloho/>

AFRIQUE, PANAFRICANISME, DIPLOMATIE – MALABO ( GUINEE EQUATORIALE ), 6/11/2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste ( Général Major ), Président du BURUNDI, et son épouse S.E. NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du BURUNDI, sont en visite d'Etat de 5 jours en GUINEE EQUATORIALE. Arrivée dès lundi 2 novembre 2020, à MALABO. Reçu chaleureusement et selon le protocole par S.E. Mzee TEODORO OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la GUINEE EQUATORIALE et son épouse, S.E MANGUE DE OBIANG Constancia, Première Dame de GUINEE EQUATORIALE ... [1]. [

<https://www.youtube.com/watch?v=zmOJ-q5WqSg> ]

Cette visite située au niveau DES CONFRÉRIES DES ELEPHANTS BARUNDI et EQUATO-GUINEEN a commencé par des paroles très fortes lors du Banquet d'Etat. S.E. NDAYISHIMIYE Evariste, portées par l'esprit des ancêtres BARUNDI PANAFRICAINS tel FEU RWAGASORE Louis, FEU MIREREKANO Paul, et Feu NKURUNZIZA Pierre, habillé en ABACOST ( "A bas le Costume" ), a dit : Tout comme la Guinée Equatoriale, le Burundi sous mon leadership ne cédera aucun espace de sa souveraineté en échange de ce que certains milieux appellent abusivement aide extérieure. L'Afrique, avec ses immenses ressources, n'est pas née pour être aidée.

MERCREDI 4 NOVEMBRE 2020 :

– Arrivée du couple présidentielle à BATA, la capitale économique de la GUINEE EQUATORIALE.

– Dépôt d'une gerbe de fleurs devant le monument érigé en l'honneur des soldats tombés sur le champ d'honneur le 3 août 1979.

– Visite de AFRIONE, usine de smartphones et d'ordinateurs se trouvant dans la ville de BATA. Utilisant une technologie de dernière génération. Inaugurée, il y a un mois, par S.E. Mzee TEODORO OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la GUINEE EQUATORIALE.

– Visite des projets d'élevage ;

– Visite d'un collège pour jeunes filles dans District de RIABA ;

– Visite du Port en eaux profondes de la ville de BATA, un grand complexe portuaire nouvellement construit. Permettant à la GUINEE EQUATORIALE d'exporter les produits de sa transformation industrielle vers l'extérieur.

[ [https://www.youtube.com/watch?v=mj-\\_DfO73go](https://www.youtube.com/watch?v=mj-_DfO73go) ]

JEUDI 5 NOVEMBRE 2020 :

– Arrivée à DJIBLOHO du couple présidentiel au GRAND HOTEL ;

– Visite de l'Université Afro-Américain d'Afrique Centrale à OYALA ;

– Visite de l'Ecole Inter-Etat des Douanes (EIED) ;

– visite à l'Institut Technique Supérieur des Télécommunications et Technologies de l'Information de OYALA;

– Dîner offert par le Maire de la Ville de DJIBLOHO en l'honneur du Couple Présidentiel du BURUNDI en visite dans la ville.

VENDREDI 6 NOVEMBRE 2020 :

Au termes de cette visite panafricaine d'état, M. SHINGIRO Albert, Ministre burundais des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, a informé qu'en tout est pour tout, 6 accords ont été signés : "c'est une source de satisfaction pour les (2) Peuples ... car ces accords consolident la dynamique de croissance pour poursuivre le développement économique".

Voici ces accords résumés :

- Le Burundi et la Guinée Equatoriale conviennent de promouvoir la création de compagnies maritimes nationales ( + Coopération dans le domaine de la sécurité);
- L'exemption de visa pour les détenteurs de passeport diplomatique et de service, en cours de validité.
- La promotion et la protection réciproque des investissements ;
- Un mémorandum d'entente sur les consultations diplomatiques entre les deux ministères ayant les affaires étrangères dans leurs attributions.
- Accord commercial consistant en des échanges commerciaux entre la Guinée Equatoriale et le Burundi, concernant certains articles et marchandises ( listes non limitatives );
- Accord de coopération signé dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage.

NOTES :

[1] BURUNDI / GUINEE EQUATORIALE : Visite d'Etat panafricaine de 5 jours à MALABO | <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-guinee-equatoriale-visite-detat-panafricaine-de-5-jours-a-malabo/>

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : Amb. Willy Nyamitwe , Kwa Ntare Rushatsi, Ntare Rushatsi House, [presidence.gov.bi](http://presidence.gov.bi)

\*\*\*\*\*

La FRANCE veut redynamiser la coopération militaire avec le BURUNDI

<https://www.burundi-forum.org/la-une/securite/la-france-veut-redynamiser-la-cooperation-militaire-avec-le-burundi/>

BUJUMBURA, 3/11/2020 – Dans le cadre de LA POLITIQUE ETRANGERE, DONT DE DEFENSE DES BARUNDI, M. NDUWUMUNSI Audace ( Général Major ), Secrétaire Permanent du Ministère burundais de la Défense Nationale ( MDNAC ) du BURUNDI, recevait en audience le Général de Brigade PERRIN, Commandant Supérieur des Éléments Français du GABON et Responsable de la Coopération militaire avec les partenaires africains dans la Région. Échangeant sur une redynamisation de la Coopération en matière de la formation avec Le BURUNDI. S'agissant d'une demande FRANCAISE ...

Historiquement, LA FRANCE a participé depuis 1959 à 1966 à l'organisation du COUP D'ETAT MILITAIRE DE 1966 AU BURUNDI. Mettant fin à l'ancien ROYAUME millénaire des BARUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI. Instituant LA DICTATURE MILITAIRE DES HIMA BURUNDAIS ( MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA). Responsable du GENOCIDE REGICIDE AU BURUNDI (1). Faisant plus de 4,5 Millions de victimes BARUNDI en 40 ans d'exercice du pouvoir, sur une population aujourd'hui de plus de 9 Millions de citoyens.

En 2014, le BURUNDI, sous influence du RESEAU MILITAIRE BURUNDAIS PROCHE DE L'ANCIEN DICTATEUR HIMA BURUNDAIS, a envoyé SES MILITAIRES en CENTRAFRIQUE. En vue de venir soutenir UNE INITIATIVE FRANCAISE en République Centrafricaine RCA ....

En 2015, LA FRANCE organisait, avec LES USA (OBAMA / SOROS ), LE VATICAN, LA BELGIQUE, LE RWANDA, et LE RESEAU MILITAIRE & CIVIL HIMA BURUNDAIS derrière

L'ANCIEN DICTATEUR HIMA BURUNDAIS BUYOYA Pierre, UNE REVOLUTION DE COULEUR AU BURUNDI. Échouant le mercredi 13 mai 2015 suite à UN COUP D'ETAT MILITAIRE RATE.

Depuis, le BURUNDI a lancé un mandat d'arrêt international (INTERPOL) contre l'ancien DICTATEUR HIMA BURUNDAIS , BUYOYA Pierre. Jugé pour LE MEURTRE de l'ancien PRESIDENT DU BURUNDI FEU NDADAYE Melchior. Assassiné en OCTOBRE 1993 suite à UN COUP D'ETAT MILITAIRE.

Mais, protégé par LA FRANCE et en mission pour LA FRANCE à travers L'UNION AFRICAINE (UA) au MALI, ce dernier est toujours intouchable judiciairement.

NOTE :

(1) Le GENOCIDE DU BURUNDI : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ; <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> ; [http://burundi-agnews.org/agnews\\_refugees.htm](http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm)

\*\*\*\*\*

BURUNDI : L'opposition burundaise CNL en formation idéologique de 2 jours

<https://burundi-agnews.org/politique/burundi-le-cnl-en-formation-ideologique-de-2-jours/>

POLITIQUE – BUJUMBURA, Vendredi 6 novembre 2020 – L. Hon. RWASA Agathon, Président du Conseil National pour la Liberté (CNL), organisait avec sa formation politique, depuis jeudi 5 novembre 2020, un atelier de formation idéologique de 2 journées. Sous la thématique : " Doter le pays d'une pôle capable de panser les plaies de son histoire et d'en faire une Nation burundaise réellement réconciliée".

L. Hon. RWASA insistant sur selon lui la mission du parti CNL qui est d'"Avoir un Etat de droit fondé sur le respect des principes des Droits et Libertés fondamentaux de la personne humaine".

Présenté par un consultant extérieur. Le 1er jour de l'atelier de formation, destiné aux responsables du parti CNL, focalisait sur les piliers de Leadership, les caractéristiques d'un leadership et ses attributs et l'approche organisationnelle du leadership.

En ce 2ème jour de formation des responsables du parti CNL, la thématique abordée était celle du "Leadership". Pointant sur les leviers de la motivation des

compétences et les qualités à avoir pour bien manager une équipe.

Au Burundi, le CNL est la 2ème formation politique en termes de rapport de force. Coaché et financé par l'élite de l'ancienne DICTATURE HIMA BURUNDAISE et les puissances étrangères NEO-COLONIALISTES. Objectif étant d'évincer le CNDD-FDD PANAFRICAIN du pouvoir au BURUNDI aux prochaines élections démocratiques de 2025.

Actuellement, cette formation au CNL est la bienvenue. Il s'agit pour le staff du CNL de stopper l'hémorragie commencée depuis la fin des élections démocratiques de mai 2020. Car de nombreux militants CNL quittent le parti pour le CNDD-FDD [ <http://burundi-agnews.org/politique/burundi-le-cndd-fdd-butaganzwa-accueil-81-membres-ex-cnl-et-uprona-ruyigi/> ]

## **TANZANIE :**

Tanzania's President Magufuli takes oath of office

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/magufuli-swearing-in-tanzania-2731570>

Thursday for his second term in office in a packed stadium in Dodoma.

The National Electoral Commission (NEC) declared Mr Magufuli winner of the October 28 general election, after garnering 12.5 million votes representing 84.4 per cent of the total votes cast.

The president took his oath before Chief Justice Prof Ibrahim Juma at Jamhuri Stadium.

After signing his oath, he was handed the Constitution of the United Republic of Tanzania and was later given a spear and shield as symbols of leadership and head of the armed forces.

Presidents Yoweri Museveni of Uganda, Emmerson Mnangagwa of Zimbabwe and Azali Assoumani of Comoros were at the ceremony. Kenya sent its Cabinet Secretary for East African Community Adan Mohammed.

## **RWANDA :**

Prosecution seeks five-year jail for ex-Premier Habumuremyi

<https://www.newtimes.co.rw/news/prosecution-seeks-five-year-jail-ex-premier-habumuremyi>

The prosecution on Friday, November 6, requested Nyarugenge Intermediate Court to jail former Prime Minister Pierre Damien Habumuremyi for five years and slap him a fine of Rwf892.2 million for the crime of issuing a bounced cheque.

Concerning the other crime of breach of trust, prosecution requested an imprisonment of three years and a Rwf1 million fine for the suspect.

Once convicted on both crime, there is a likelihood that both sentences will be served concurrently.

Habumuremyi was arrested earlier this month, few days after his university, the Christian University of Rwanda (CHUR) was closed by the Ministry of Education.

All the crimes he stands accused of are linked to anomalies in the management of the university.

Habumuremyi is said to have accumulated hundreds of millions of francs in debts to different suppliers to the University that was at the time of its closure operating two campuses, one in Kigali and another one in Karongi District.

Habumuremyi who attended the substantive hearing online, pleaded not guilty of all charges against him again.

On the charge of issuing a bounced cheques, he said that the cheques the university issued was not exactly meant for payments, but rather was a form of commitment to the creditors to demonstrate that the university owed them money.(...)

\*\*\*\*\*

Rusesabagina trial: Appeal hearing pushed on request of the accused

<https://www.newtimes.co.rw/news/rusesa-trial-appeal-hearing-pushed-request-accused>

Last week, Rusesabagina had requested that his hearing be adjourned to Tuesday, November 10, citing that none of his lawyers was available at the time.

Before last week's hearing, Rusesabagina had two lawyers who were later recalled by the Rwanda Bar Association—an umbrella that brings together all practising lawyers in the country—on the basis that the suspect no longer was no longer eligible for legal aid.

Rusesabagina has already hired Gatera Gashabana as part of his legal team but appearing in court virtually on Tuesday, the judge said that the lawyer had requested that the case be pushed because he was still stuck in Tanzania.

The suspect who faces a litany of terror-related charges seeks to challenge a decision by the Kicukiro Primary Court last month to remand him for additional 30 days as had been requested by the prosecution.

While attending the hearing online on Tuesday, Rusebagina argued that his lawyer Gatera Gashabana is not yet in the country, therefore requesting the adjournment of his hearing to a later date when the lawyer will be present.

According to the judge, Gashabana recently sent a submission to the court explaining that the earliest he can attend the hearing is November 20.

The lawyer attributed the delay to several Covid-19 preventive measures in place such as Covid-19 tests required before and after boarding flights.

Prosecution said that though the request delays the hearing, it should be granted owing to the general principle that a suspect is entitled to legal representation.

However, the prosecution emphasized that the suspect and his lawyer should be cautioned by the court not to further delay the proceeding.

Rusesabagina is currently detained in Nyarugenge Prison, and he attends court sessions online due to measures in place to prevent the spread of the Covid-19 pandemic.

He faces several charges including terrorism, financing terrorism, recruiting child soldiers, kidnapping, arson, and forming terror groups, among others.

The crimes he is accused of were mostly committed by FLN, an armed group that was founded by MRCD, a group that has Rusesabagina as founding president.

He has previously told the court that he sent funds and helped fundraise for FLN.

According to the prosecution, the additional 30 days will be used to interview survivors of FLN attacks who are located in Nyaruguru, Nyamagabe and Rusizi, and among others gather additional evidence against the suspect.

At least nine people were killed during the attacks.[editor@newtimesrwanda.com](mailto:editor@newtimesrwanda.com)

\*\*\*\*\*

## Coronavirus turns teeth on refugees in camps in Rwanda

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/coronavirus-turns-teeth-on-refugees-in-camps-in-rwanda-3017734>

A surge of coronavirus cases in refugee camps in Rwanda now threatens to further delay planned repatriation, which is already hit by inadequate funding.

According to figures from the Ministry of Health, Mahama and Kiziba refugee camps in the Eastern and Western provinces, respectively, have both recorded 140 cases of the coronavirus infections in a span of two weeks. Other parts of the country have recorded 116 cases of infection within the same period.

The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) has responded with stringent measures to contain the spread of the virus resulting in restricted movement making refugees wholly dependent on the agency.

“Mitigation measures, including partial lockdown and wearing of mask are in force,” Andrew Vuganeza, Mahama camp manager told The EastAfrican.

### REPARTRIATION WOES

Mr Vuganeza said the measures instituted have slowed the spread of the virus and 38 patients recovered so far.

Advertisement

“Living conditions have, of course, changed since the pandemic came because people are now forced to solely rely on the cash assistance to refugees by UNHCR, which was not even enough before,” Jean-Bosco Kwibishatse, the head of refugees in Mahama camp.

According to UNHCR, of the Rwf3.099 billion (\$3.16 million) required for refugees’ needs during the pandemic, only Rwf461 million (\$474, 000) — or 15 per cent — has been secured from the US. It is from this basket the agency draws funds to foot costs of testing for Covid-19 of every refugee returning home.

Over 15,000 refugees have signed up for repatriation to Burundi but UNHCR targets to send only 8,000 by the end of this year. Already 3,900 have left.

### **RDC CONGO :**

L'ambassadeur François Pujolas annonce la création d'une école de guerre en janvier prochain en RDC

<https://www.radiookapi.net/2020/11/05/actualite/securite/lambassadeur-francois-pujolas-annonce-la-creation-dune-ecole-de-guerre>

L'Ambassadeur de France en RDC, François Pujolas, a annoncé la création d'une école de guerre en RDC pour améliorer la formation des officiers supérieurs dans tous les domaines sous le modèle d'écoles de guerre qui existent dans différents pays dont la France.

Cette annonce a été faite mercredi 4 novembre à Goma, au cours d'un tête-à-tête avec le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanu Kasivita.

« Sur le plan plus de la coopération concrète, la France a une longue tradition de coopération notamment avec les FARDC, mais elle a décidé d'augmenter cette coopération par exemple dans ce qu'on appelle coopération structurelle. Nous allons pour aider à moderniser les FARDC, mettre en place à compter de janvier prochain la première promotion de l'école de guerre. Nous allons contribuer à la création d'une école de guerre ici en RDC pour améliorer la formation des officiers supérieurs dans tous les domaines sous le modèle d'écoles de guerre qui existent dans différents pays dont la France. Ce n'est pas la seule action mais c'est la plus emblématique aujourd'hui », a indiqué l'Ambassadeur de France en RDC, François Pujolas.

Il a également fait part de la situation sécuritaire à Beni, et au Nord-Kivu en générale, la collaboration entre la MONUSCO et les FARDC, notamment à travers la Brigade d'intervention, le processus DDR :

« Le rôle de la France est à plusieurs niveaux, sur le plan diplomatique vous le savez sans doute. Membre permanent du conseil de sécurité, la France est chargée particulièrement des dossiers où toutes les questions qui ont trait à la République démocratique du Congo et singulièrement la MONUSCO. Il y a vous le savez tous les ans renouvellement du mandat de la MONUSCO, cette année, il est particulièrement important sur une stratégie conjointe sur l'avenir de la MONUSCO qui devrait être adopter dans son principe. Donc, il y a des négociations à New-York pour aboutir à cette décision en décembre, et la France a un rôle on va dire de coordonnateur.»

François Pujolas a, en outre, félicité les gouverneurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour leur plaidoyer en faveur d'une modernisation complète du processus DDR, vers un processus qui met l'accent sur la réinsertion communautaire des ex-combattants.

Ce plaidoyer a ensuite été relayé par l'équipe des ambassadeurs accrédités en RDC auprès du chef de l'Etat congolais, a-t-il précisé.

\*\*\*\*\*

Sud-Kivu : la MONUSCO juge "très critique" la situation des déplacés internes de Bijombo et Mikenge

<https://www.radiookapi.net/2020/11/05/actualite/societe/sud-kivu-la-monusco-juge-tres-critique-la-situation-des-deplaces>

Le chef de bureau de la MONUSCO/ Sud-Kivu, Karna Soro, a déclaré que la situation est très critique pour les déplacés de Bijombo et de Mikenge.

Au cours d'un échange avec la presse mercredi 4 novembre à Bukavu, Karna Soro, a lancé un appel au gouvernement et autres humanitaires pour une assistance d'urgence en faveur de ces déplacés : "La situation est très critique. Je voudrais vraiment demander ici à l'ensemble des autorités provinciales, locales et régionales de se mobiliser pour apporter une bouffée d'air à cette

population, qu'elle puisse retourner vers ses champs pour pouvoir vivre en paix, il faut vraiment que tous les efforts soient mis en œuvre en appui à ce que la MONUSCO fait déjà. Il faut pour que ces populations puissent reprendre leur vie normale. La situation est extrêmement difficile, toutes les écoles ont été brûlées dans la zone, les centres de santé aussi ont été incendiés, donc toutes les infrastructures sociales de base n'existent plus."

Pour lui, plus de dix mille personnes qui traversent une situation déplorable, mais qui ont besoin de retourner reprendre la vie normale dans leurs milieux respectifs.

"Les conditions de vie de ces populations sont extrêmement difficiles. C'est une zone qui connaît beaucoup d'intempéries naturelles, il pleut énormément, la nuit la température descend jusqu'à 7 degrés. Nous avons autour de la base de Bijombo, plus de 7milles à 8 milles personnes dont plus de 4 milles enfants, nous avons autour de Mikenge, autour de 3 milles personnes aussi", a-t-il déclaré.

\*\*\*\*\*

RDC : Le FCC ouvert au dialogue avec son partenaire CACH

<https://www.digitalcongo.net/article/5fa92b1e857a8b001712dd2d/>

Kinshasa 09-11-2020 Politique - Face à la menace de plus en plus persistante de dissolution de la coalition au pouvoir Le Front commun pour le Congo (FCC) reste ouvert au dialogue avec le chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, « mais dans le cadre de l'accord de coalition ».

A l'issue de sa retraite tenue du 06 au 08 novembre 2020 sur le site « Safari Beach », dans la commune de N'sele à Kinshasa, le FCC estime que rien ne saurait justifier toute démarche tendant à la reconstitution d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale en pleine législature, moyennant subornation des élus d'un partenaire, « antivaleur au cœur d'une lutte convenue dans le cadre du programme commun du Gouvernement ».

Pour la famille politique de Joseph Kabila, « le cadre de concertation prévu par ledit accord reste le seul mécanisme de discussion des divergences opposant les deux parties ». Ainsi, le FCC fait-il état de sa disponibilité à poursuivre la mise en œuvre de ses efforts de gouvernance du pays dans le cadre de cet accord. Mais, précise-t-il, dans un cadre strictement des institutions de la coalition avec Cach.

« Le FCC rappelle les prescrits aussi bien de la Constitution que du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale qui stipulent, entre autres que, toute majorité est issue des élections portées par les groupes politiques qui soutiennent l'action gouvernementale pour toute la législature et ne peut être renouvelée qu'au cours d'une élection générale et non du fait d'une création artificielle » peut-on lire dans le communiqué final de cette méga plateforme politique.

Cependant, le FCC salue la bonne collaboration entre le gouvernement et les deux Chambres du Parlement et rejette dans sa déclaration, les allégations tendant à lui faire porter la responsabilité d'un blocage supposé du pays.

D'un côté, le FCC pense que l'unique solution est l'organisation de nouvelles élections générales, c'est-à-dire : présidentielle, législatives nationales, et provinciales.

Gisèle Mbuyi

\*\*\*\*\*

RDC : le FCC en retraite politique ce vendredi à N'sele

<https://www.digitalcongo.net/article/5fa554d720c63c0017f64bbf/>

Le Front Commun pour le Congo (FCC), plateforme de Joseph Kabila, va entrer en retraite politique à partir ce vendredi 6 novembre à Palm Beach, au bord du fleuve Congo, dans la commune de la N'Sele, a confirmé son coordonnateur Nehemie Mwilanya.

Après les travaux préparatoires débutés le lundi dernier, le Front Commun pour le Congo est en retraite à partir de ce vendredi 6 novembre, à Safari Beach peut-on lire dans un tweet de la plateforme de Joseph Kabila. Cette information annoncée par son coordonnateur Nehemie Mwilanya, a été confirmée par des cadres de la plateforme.

Cette retraite, la deuxième du FCC après celle de Mbuela Lodge à Kisantu, intervient au moment où le chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi, consulte les acteurs politiques et sociaux du pays au Palais de la nation à la recherche de ce qu'il avait qualifié il y a deux semaines, l'« union sacrée de la nation ». Le FCC qui a interdit formellement à ses membres de participer à ces concertations qui pourraient, selon les hypothèses, aboutir à une requalification de la majorité parlementaire en faveur du chef de l'Etat en fonction, veut évaluer les perspectives d'avenir face à ces enjeux politiques.

Déjà le 29 octobre, Joseph Kabila, autorité morale, avait réuni dans sa ferme de Kingakati, les parlementaires de sa famille politique qui lui avaient juré "Unité et loyauté". Trois jours auparavant sur le même lieu, il avait fait de même avec les chefs des regroupements de sa plateforme.

\*\*\*\*\*

RDC-Consultations : pour Moise Katumbi, il est d'abord venu rencontrer un frère

<https://www.radiookapi.net/2020/11/07/actualite/politique/rdc-consultations-pour-moise-katumbi-il-est-dabord-venu-rencontrer-un>

« Je suis venu voir le président de la République pour les consultations. Je suis venu voir d'abord un frère. Le plus important ce que quand il va terminer les consultations, vous saurez ce dont on a discuté. Les consultations c'est confidentiel », a déclaré ce samedi 7 novembre Moise Katumbi. Il venait de rencontrer le Président Félix Tshisekedi dans le cadre des consultations initiées par le chef de l'Etat.

Les efforts de la presse pour obtenir les détails sur le contenu de ses échanges avec le Président Tshisekedi n'ont pas payé. Laconique dans ses réponses, Moise Katumbi a voulu réserver la primeur du contenu de leur rencontre au chef de l'Etat.

Moïse Katumbi est arrivé à Kinshasa vendredi 6 novembre après-midi, en provenance de Lubumbashi dans le Haut-Katanga. C'est une première arrivée dans la capitale depuis 2015.

**UGANDA :**

Bobi Wine, the pop star who would be president of Uganda

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/11/07/bobi-wine-the-pop-star-who-would-be-president-of-uganda>

Suit torn, tie askew, eyes half-shut, Bobi Wine stood on his veranda and addressed a crowd. That morning, on November 3rd, the Ugandan pop star had handed in his nomination papers to run for president in elections in January. Moments later, police smashed the window of his car, arrested him and pepper-sprayed his face before driving him home. Bedraggled but defiant, he greeted his fans. "This is a revolutionary election," he said. "If it's a boxing fight, it has begun."

Ugandan elections are only loosely about votes. Yoweri Museveni, the president, has ruled since fighting his way to power in 1986. He needs a contest to legitimise his regime, and uses the army, police and patronage to make sure he wins. The opposition hopes to unseat him by opening cracks in his regime. Mr Wine's struggle is part election campaign, part call to revolution. "Running against Museveni", he tells The Economist, "is like running against all the institutions of state."(...)

\*\*\*\*\*

Presidential campaigns kick off in Uganda for 2021 polls  
[http://www.xinhuanet.com/english/2020-11/09/c\\_139503818.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-11/09/c_139503818.htm)

KAMPALA, Nov. 9 (Xinhua) -- The campaigns for presidential elections in Uganda scheduled for January 14, 2021 kicked off countrywide on Monday, the electoral body said here.

Paul Bukenya, Electoral Commission spokesperson, told Xinhua by telephone that the two-month campaign has attracted 11 presidential candidates.

Campaigns for other posts including members of parliament and local government officials have also started simultaneously, according to the commission.

"The campaigns will then proceed and go on through up to the different polling days we have in January and February," said Bukenya.

He said candidates have been urged to use more non-contact and media to prevent the spread of COVID-19.

"This is a unique campaign. It is not an ordinary campaign we normally do. The processions and mass rallies remain banned," said Bukenya.

Among the 11 presidential candidates include incumbent president Yoweri Museveni and music pop star Robert Kyagulanyi Ssentamu. Enditem

## **KENYA :**

High stakes for Kenya as ‘Uncle Sam’ decides

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/high-stakes-for-kenya-us-election-2730526>

Just which political party brings more benefits to Kenya when in power in the US?

As Americans headed to the polls last night, Nairobi, some 10,000km away, was keenly interested in the outcome as it would continue or alter the relations between the two countries.

Donald Trump, the incumbent, is seeking to win his second term against former Vice President Joe Biden.

Both have spoken little on their Africa policies, perhaps signalling how low the continent ranks in their foreign policy agenda.

Trump never visited Africa in his first term. Biden indicated the US would continue to defend and work with all allies who support American interests.

However, Africa still has key US allies, especially in the fight against terrorism, which both Republicans and Democrats have supported as a priority for national security.

\*\*\*\*\*

EAC partner states get five years to join Kenya-UK trade deal

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/eac-partner-states-get-five-years-to-join-kenya-uk-trade-deal-3017058>

East African Community member states have up to five years to join the UK-Kenya trade agreement due to be signed ahead of the Brexit transitional deadline, officials privy to the draft text say.

They added that the new document has also shielded budgetary cuts that had been imposed on the trade policy group Trade Mark East Africa’s work in Kenya, allowing continued regional trade facilitation by the organisation.

However, budgets for Rwanda, Ethiopia were cut by 15 percent, just lower than the initial 29 percent announced earlier in the year.

It means that while Kenya negotiated solely, other East African countries could ride on the deal for the next few years as they figure out whether to enter, based on what parties called “transitional clauses.”

These transitional clauses, sources said, will allow other EAC member states to utilise what Kenya had agreed on with the UK, but could discuss variable new issues such as services trade, new technology, and research and innovation, which were lacking under the European Union Economic Partnership Agreements (EPAs).

The proposal was agreed to in principle last week as Nairobi closed the deal to save its exports from facing taxation in the UK market, once the transitional clauses under the EU expire.

## **SOUTH SUDAN :**

Journalists harassed, detained, and sentenced to jail in South Sudan

<https://cpj.org/2020/11/journalists-harassed-detained-and-sentenced-to-jail-in-south-sudan/>

South Sudanese authorities should immediately release journalists Zechariah Makuach Maror and Jackson Ochaya and halt all acts of intimidation against the press, the Committee to Protect Journalists said today.

On September 1, Ochaya, a reporter with the privately owned No. 1 Citizen newspaper, went missing and was later confirmed to be held at South Sudan's National Security Service headquarters, according to media reports.

On September 14, Maror, a freelance journalist, was sentenced by a Juba county court to one year in prison and a fine of 5,000 South Sudanese pounds (\$38) after being convicted of criminal defamation, according to news reports, court documents reviewed by CPJ, and the journalist's brother, Saad Z. Maror, who spoke to CPJ in a phone interview.

## **SUDAN :**

Sudan closes border with Ethiopia

<https://www.aa.com.tr/en/africa/sudan-closes-border-with-ethiopia-/2033849>

Sudan closed its border Thursday with Ethiopia after tensions in the Tigray region erupted in recent days.

Authorities in Kassala state said the closure is intended to stop any potential entry of fighters into Sudan. The acting governor of the state would also visit border areas to inspect the situation.

Ethiopia has accused the Tigray People's Liberation Front (TPLF) of attacking a military camp in the region, while Prime Minister Abyei Ahmed ordered the army to counter the attack.

Kassala state has witnessed wide tribal clashes which culminated in the deaths of at least 6 people and dozens injured in October.

## **ETHIOPIA :**

Ethiopia's PM says airstrikes launched against targets in restive Tigray region

<https://www.theguardian.com/world/2020/nov/05/ethiopian-military-claims-to-be-at-war-with-tigray-leaders>

Ethiopia's air force has carried out strikes in the restive Tigray region, the country's prime minister has said, in another escalation of a crisis that observers fear could plunge the country into a bitter and bloody civil conflict.

The prime minister, Abiy Ahmed, said the strikes in multiple locations "completely destroyed rockets and other heavy weapons" belonging to the well-armed regional government and made it impossible for a retaliatory attack.

There was no mention of casualties in what Abiy called the "first round of operation" against the region's government, the Tigray People's Liberation Front. He said the air force destroyed heavy weapons in Tigray's capital, Mekele, and surrounding areas.

The operation in the northernmost of the nine regions of Ethiopia will continue "until the junta is made accountable by law", Abiy said. He asserted that the "large-scale law enforcement operation" has "clear, limited and achievable objectives: to restore the rule of law and the constitutional order". (...)

\*\*\*\*\*

Talks on Nile dam end, again, as parties disagree on methodology

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/talks-on-nile-dam-end-parties-disagree-3017288>

Sudan, Ethiopia and Egypt last Wednesday abruptly ended their resumed talks on the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) on the Blue Nile, signalling another deadlock in long-running negotiations on how to fill the hydropower facility.

Instead, the ministers of water resources in the three countries agreed to return to the African Union for a way forward, after disagreeing on what role the experts assigned by the continental body will play in the talks, the basis of negotiations and the time-frame.

The ministers had begun talks last Sunday but were unable to make any tangible progress on negotiation methodology and a timetable for it.

The information coming out of the talks was that parties failed to agree on the divergent points, with each side sticking to their guns.

Sudan maintained its position of refusing to negotiate according to the previous methodology of giving experts a fringe role.

Minister of Irrigation and Water Resources Yassir Abbas said that Sudan will continue to negotiate as guided by the AU, but under a new basis, to reach a satisfactory agreement for all parties on the filling and operation of the GERD.

Advertisement

He said the pending technical and legal issues are limited and can be agreed upon if there is political will from all parties.

Mr Abbas said Sudan will negotiate if assured of safety of its water facilities, especially since the Al-Rusayris Reservoir Lake is only 15km from the Renaissance Dam on the Blue Nile.

The previous round of negotiations had adopted the methodology of merging the draft agreements for the three countries. However, it led to more divergent issues, leading to parties disagreeing on what to include in the drafts.

#### POINTS OF CONTENTION

Later, that methodology reduced the points of contention to five technical points and three main legal issues, including how to resolve disputes. Sudan, however, wanted the drafting matter to be left to a joint legal committee, saying that parties should focus on building common ground instead.

Both Ethiopia and Sudan have expressed willingness to negotiate under the AU chairperson's patronage, but Egypt objected to the proposal of a bigger role of the AU suggesting continuing negotiations through previous frameworks of parties' enhanced control of the agenda.

The Egyptian Ministry of Irrigation and Water Resources stated: "It became clear during the discussions that the three countries did not agree on a methodology for completing the negotiations in the next stage."

The last rounds of negotiations sponsored by the AU ended on August 28, without any progress.

Meanwhile, Ethiopia continues to build the dam, in accordance with the right granted to it by the co-operation agreement signed in 2015. Sudan and Egypt accuse Ethiopia of starting the filling before an agreement on how to do so.

Observers say Ethiopia's recent demand to link the Renaissance Dam to an agreement on water sharing represented an obstacle to the progress of negotiations.

#### **SOMALIE :**

Le projet de retrait des troupes américaines en Somalie n'est qu'une piètre consolation face au terrible bilan des frappes aériennes pour la population civile

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/plan-to-pull-us-troops-from-somalia-is-cold-comfort-amid-civilian-toll-of-air-war/>

Le président Donald Trump aurait demandé au Pentagone un plan de retrait des troupes américaines en Somalie. Mais une éventuelle réduction notable du nombre de soldats sur le terrain, actuellement entre 650 et 800, n'implique pas forcément la fin des opérations menées par l'armée des États-Unis dans le pays. De plus, quelle que soit la décision qui sera prise, elle ne représentera qu'une piètre consolation pour les nombreux civils somaliens qui souffrent des conséquences des frappes aériennes meurtrières de l'armée américaine, menées dans de nombreux cas depuis des bases situées en dehors de la Somalie.

Cette année, jusqu'à présent, 47 frappes aériennes au moins ont été recensées, d'après Airwars. Il s'agit d'un chiffre record qui s'ajoute aux quelque 150 autres attaques aériennes qui ont eu lieu au cours des trois premières années du mandat du président Donald Trump. Amnesty International a enquêté sur neuf de ces attaques aériennes menées depuis 2019 et constaté que 21 civils ont été tués et 11 blessés. Nous avons rassemblé des informations sur des frappes aériennes qui ont manifestement violé le droit international humanitaire, les précautions possibles n'ayant pas été prises pour épargner les civils, et qui dans certains cas ont directement visé des personnes qui, comme a pu l'établir Amnesty International, étaient des civils.(...)

-----  
**\*\*\*\* L'AFRIQUE DU SUD \*\*\*\***

**MADAGASCAR :**

La France remet à Madagascar la couronne ornant le dais de la reine Ranaivalona III

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/05/la-france-remet-a-madagascar-la-couronne-ornant-le-dais-de-la-reine-ranaivalona-iii\\_6058610\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/05/la-france-remet-a-madagascar-la-couronne-ornant-le-dais-de-la-reine-ranaivalona-iii_6058610_3212.html)

Après un faux départ au printemps, la couronne du dais de la dernière reine de Madagascar, Ranaivalona III (1861-1917), s'est finalement envolée de Paris pour Antananarivo, où elle devait atterrir jeudi 5 novembre. L'événement, qualifié d'« historique » par le président Andry Rajoelina, coïncide avec l'inauguration, vendredi, d'un controversé colisée et du palais rénové de la reine, situés sur les hauteurs de la capitale malgache. C'est dans ce palais – le Rova – que le morceau de dais sera exposé.

La coiffe de zinc doré garnie de tissu ocre et grenat, haute de 70 cm et de 35 cm de diamètre, séjournait depuis 1910 au Musée de l'armée, aux Invalides, à Paris, à la suite d'un don fait par Georges Richard, « magistrat à la retraite, originaire de La Réunion », comme il est précisé dans la note de huit pages rédigée par les experts du musée pour décrire l'objet et sa provenance.

Le président malgache avait officiellement adressé une lettre à Emmanuel Macron en février pour lui demander la restitution de la « couronne de la reine ». Avec l'espoir que celle-ci puisse aboutir pour les commémorations du 60e anniversaire de l'indépendance de l'ancienne colonie française, le 26 juin.(...)

**SOUTH AFRICA :**

Mohair South Africa collabore avec Oritain pour tracer les matières

<https://www.modeintextile.fr/mohair-south-africa-collabore-oritain-tracer-matieres/>

Mohair South Africa, organisme représentant l'industrie du mohair en Afrique du Sud, a renforcé son engagement en faveur du mohair durable en s'associant à la société spécialiste de la traçabilité scientifique Oritain.

L'Afrique du Sud produit actuellement environ 50% du mohair mondial, ce qui représente près de 30 000 emplois pour les Sud-Africains locaux. Le mohair est la toison de la chèvre Angora,

originaire du Karoo, et tondue deux fois par an. Ses qualités uniques – lustre, léger, réactif aux colorants, contrôle du climat, durabilité, infroissable et ininflammable – en font une fibre très recherchée et qui a besoin de protection.

Oritain utilise une combinaison de science médico-légale et de technologie pour analyser la fibre de mohair et vérifier exactement de quel pays elle provient. Cela donne aux fabricants, aux marques et aux consommateurs la tranquillité d'esprit que le mohair utilisé dans leurs tissus est 100% sud-africain.

Mohair South Africa estime que le partage des connaissances, un engagement vigoureux en faveur de l'amélioration continue et des attitudes progressistes, éthiques et durables jouent un rôle essentiel dans le succès de l'industrie du mohair. Elle travaille en étroite collaboration avec Textile Exchange pour intégrer les directives de production durable existantes dans le protocole de norme de laine responsable reconnu internationalement.

## **BOTSWANA :**

Botswana : la compagnie électrique nationale rachètera 10 MW d'électricité auprès de ses abonnés en un an

<https://www.agenceecofin.com/production/1011-82286-botswana-la-compagnie-electrique-nationale-rachetera-10-mw-d-electricite-aupres-de-ses-abonnes-en-un-an>

(Agence Ecofin) - La Botswana Power Corporation vient de lancer un programme de net metering qui lui permettra d'acquérir 10 MW d'électricité au cours des 12 prochains mois auprès de ses abonnés domestiques, commerciaux et industriels.

La Botswana Power Corporation (BPC) ambitionne d'acquérir 10 MW d'électricité produite par les Botswanais au cours des 12 prochains mois. Elle le fera dans le cadre du Programme solaire sur toit lancé par le ministre de l'Énergie afin d'augmenter la puissance électrique disponible dans le pays.

« Sur les 10 MW achetés en une année, 2 MW viendront des consommateurs domestiques et 8 MW des consommateurs commerciaux et industriels. La capacité maximale pour un seul consommateur domestique est de 35 KW, tandis que pour les consommateurs industriels et commerciaux, elle est de 1 MW », a expliqué Lefoko Moagi, le ministre de l'Énergie botswanais lors du lancement du programme.

L'initiative sera mise en œuvre pendant trois ans et les foyers et entreprises autoproducteurs d'énergie, désireux d'y participer ont jusqu'au 30 novembre prochain pour soumettre leur projet. La compagnie affirme en outre qu'elle s'approvisionnera selon l'ordre de soumission de ces différentes propositions. Les candidats devront en outre être déjà raccordés au réseau de la BPC, avoir un système solaire domestique installé sur leur toit et un compteur capable de mesurer les importations et exportations d'énergie.

Une fois acceptés, ils détiendront une licence d'interconnexion valable sur 15 ans. La BPC achètera cette énergie au prix de 0,0724 \$ le kilowattheure.

Gwladys Johnson Akinocho

## **ZIMBABWE :**

Trafic d'or au Zimbabwe : l'épouse d'Emmerson Mnangagwa dément toute implication

<https://www.jeuneafrique.com/1068225/politique/trafic-dor-au-zimbabwe-lepouse-demmerson-mnangagwa-dement-toute-implication/>

Auxillia Mnangagwa, l'épouse du président zimbabwéen, a démenti toute implication dans une affaire de trafic d'or, après que son nom a été cité vendredi dans des documents judiciaires.

La semaine dernière, une responsable du secteur minier avait été arrêtée à l'aéroport d'Harare, juste avant d'embarquer pour Dubaï, avec six kilos du métal précieux dans son bagage à main, d'une valeur de plus de 300 000 euros sur le marché international. Six autres personnes ont été interpellées dans cette affaire.

L'épouse du président Emmerson Mnangagwa, Auxillia, et leur fils Collins, ont été cités comme les propriétaires présumés de cet or retrouvé dans les bagages de Henrietta Rushwaya.

« Je n'ai aucune interaction ni implication illégale avec Henrietta Rushwaya », s'est défendue la première dame dimanche soir dans un communiqué. « S'il existe des éléments à charge contre moi, je mets au défi la police de les présenter au pays, sans peur ni favoritisme », a-t-elle ajouté.

« Je suis au service des intérêts de la nation (...). Je ne m'implique pas dans des activités illégales égoïstes et bornées comme la contrebande d'or », a-t-elle insisté.(...)

## **ZAMBIA :**

Zambia to host world communication forum

[http://www.xinhuanet.com/english/2020-11/05/c\\_139494137.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-11/05/c_139494137.htm)

LUSAKA, Nov. 5 (Xinhua) -- Zambia has been selected to host the first-ever World Communication Forum Africa Conference where professional communicators will meet, a government spokesperson said on Thursday.

Minister of Information and Broadcasting Services Dora Siliya said the forum will be held from Nov. 24 to Nov. 25 in Lusaka, the country's capital.

She said during a press briefing that journalists, brand managers and public relations practitioners will gather for the two-day event to brainstorm among other issues challenges of digitalization in the face of the COVID-19 pandemic.

"We are pleased that the World Communication Forum will for the first time be held here. It is expected that at this forum a number of issues will be discussed," she said.

Among topical issues for discussion includes digitalization, the importance of technology in communication and crisis communication and how the media could be used as a tool for national building.

She added that the forum will also discuss the importance of territorial branding in the wake of the competition that has engulfed the global economy.(...)

## **MALAWI :**

Malawi: une agence d'assurance alloue une garantie de 67 millions \$ à la centrale solaire de Nkhotakota (37 MW)

<https://www.agenceecofin.com/solaire/0611-82192-malawi-une-agence-d-assurance-alloue-une-garantie-de-67-millions-a-la-centrale-solaire-de-nkhotakota-37-mw>

(Agence Ecofin) - La centrale solaire de Nkhotakota au Malawi bénéficie désormais d'une garantie de 67 millions \$, fournie par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique. Couvrant les éventuels retards de paiement de l'Escom, l'outil permet à Phanes de disposer de liquidités pour l'exploitation de la centrale.

Au Malawi, le projet de construction de la centrale solaire de Nkhotakota d'une capacité prévue de 37 MW vient d'obtenir une garantie de 67 millions \$. Cette dernière a été délivrée par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA) et entre dans le cadre de la Facilité régionale d'appui en liquidités (RLSF).

L'un des buts de la facilité est d'appuyer les producteurs indépendants d'électricité actifs dans la région pour l'obtention de liquidités. Elle y parvient en couvrant les retards de paiement éventuellement subis par les compagnies nationales d'électricité qui rachètent l'énergie produite par les centrales.

La centrale solaire de Nkhotakota est développée par ResponsAbility Renewable Energy Holding en collaboration avec Phanes Group. Elle sera construite en deux phases qui permettront respectivement la mise en place de 21 MW et 16 MW. Sa production permettra d'alimenter 150 000 ménages malawites et fait l'objet d'un accord de rachat d'électricité conclu sur 20 ans avec l'Escom, la compagnie électrique nationale.(...)

## **NAMIBIE :**

Aquaculture : lancement en Namibie de la première ferme de varech à grande échelle au monde

<https://afrique.latribune.fr/entreprises/green-business/2020-11-05/aquaculture-lancement-en-namibie-de-la-premiere-ferme-de-varech-a-grande-echelle-au-monde-861573.html>

Le développement du modèle économique de la future ferme a été confié à l'entreprise néerlandaise Kelp Blue avec un investissement de quelque 60 millions de dollars. La canopée d'algues récoltée sera transformée en produits agroalimentaires, biostimulants et textiles alternatifs.

Climate Fund Managers (CFM) et Eos Capital viennent d'annoncer ce mercredi un partenariat entre Climate Investor Two (géré par Climate Fund Managers), Kelp Blue et le Namibia Infrastructure Development and Investment Fund (NIDIF), géré par Eos Capital, pour le développement commercial de la première ferme de varech à grande échelle au monde.

Un investissement d'environ 60 millions de dollars (990 millions de dollars namibiens) sur une période de cinq ans a été mobilisé pour ce projet d'aquaculture marine. Il sera financé par à la fois par des fonds locaux et internationaux par l'intermédiaire de Climate Investor Two (CI2) et du NIDIF, en attendant l'approbation définitive des investissements. Kelp Blue interviendra à ce niveau pour obtenir les approbations réglementaires et sera en liaison étroite avec les autorités locales namibiennes.(...)

## **ANGOLA :**

Angola: le consortium Nzadi a démarré la construction de son système sous-marin de fibre optique

<https://www.agenceecofin.com/infrastructures/0411-82048-angola-le-consortium-nzadi-a-demarre-la-construction-de-son-systeme-sous-marin-de-fibre-optique>

(Agence Ecofin) - L'Angola devrait être connecté à un nouveau système sous-marin de fibre optique en 2023. Les travaux de construction du Nzadi Cable System Project, propriété du consortium Nzadi, ont été lancés. Il devrait renforcer l'offre de connectivité à haut débit dans le pays et au niveau régional.

Le consortium Nzadi a lancé les travaux de déploiement de son câble sous-marin de fibre optique baptisé Nzadi Cable System Project. L'infrastructure télécoms à haut débit reliera la capitale angolaise Luanda à la ville de Cabinda. Elle sera installée au large du pays avec l'expertise technique de la société WFN Strategies, spécialisée dans la planification, l'ingénierie et la mise en œuvre de câbles sous-marins.

Le système sous-marin de fibre optique du consortium Nzadi se composera d'un câble principal reliant Luanda à Cabinda en Angola et d'une unité de branchement pour une connexion future à la ville de Soyo, principale zone de production pétrolière du pays située dans la province de Zaïre. Au-delà de la fourniture d'une connectivité Internet de haute qualité aux populations, le nouveau

système de câble de fibre optique Nzadi devrait également améliorer les moyens de communications des entreprises pétrolières et gazières offshore.(...)

## **GUINEA BISSAU :**

Guinea-Bissau: Economy minister resigns because of deputy prime minister

<https://www.macaubusiness.com/guinea-bissau-economy-minister-resigns-because-of-deputy-prime-minister/>

Guinea-Bissau's minister of economy, Vitor Mandinga, resigned because he considered that he had been stripped of his powers with the appointment of the deputy prime minister, Soares Sambú, he said in a letter sent to Lusa.

The president of Guinea-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, appointed on Tuesday Soares Sambú as deputy prime minister of the country, minister of the presidency of the cabinet meeting and coordinator for the economic area.

This appointment, Vitor Mandinga pointed out in his letter, meant the powers of decision and the chain of command of the government actions of the minister of the economy were changed regarding the framework of his appointment.

"This will result in practice in the removal of my powers," he said in his letter to the prime minister, Nuno Nabiam.

The minister pointed out that in recent months he has realised that his vision of reforms and economic policy measures is different from that of the current deputy prime minister.

Mandinga said that another reason why he was resigning is that he does not support to the state budget for 2021, because it does not consider the reform of the Civil Service, which he considers essential for the country's development.

He advocated an agreement with the International Monetary Fund to guarantee a dignified way out for civil servants, stressing that it is more rational to invest all at once than for the state to go into debt for decades to pay salaries to civil servants.(...)

## **CABO VERDE / CAP VERT :**

Cabo Verde: Public debt swells €85.1 mln to August from end-year, to 146 pct of GDP

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-public-debt-swells-e85-1-mln-to-august-from-end-year-to-146pct-of-gdp/>

The total stock of Cabo Verde's public debt increased by 9.421 million escudos (€85.1 million) in the first eight months of this year, to the equivalent to 146% of the gross domestic product projected for this year, according to the country's central bank.

According to data compiled on Thursday by Lusa from the latest Monetary Policy Report of the Bank of Cabo Verde (BCV), released on Wednesday, "central government debt" totalled 264.2 billion escudos at the end of August, having been pushed up by the sharp drop in tax revenues due to restrictions prompted by the Covid-19 pandemic.

According to the BCV report, that total includes central bank liabilities to the International Monetary Fund that "operationally aim to support the execution of the rectifying state budget", as well as the Consolidated Financial Mobilisation Bonds (TCMF) held by the National Institute of Social Security and the BCV, in addition to state debt.

Excluding the TCMF, the BCV reports, public sector indebtedness was 140% of GDP at the end of August, having been 125% at the end of last year.

"The crisis has exacerbated the country's fiscal and external vulnerabilities," the report acknowledges. "The government deficit and debt (including the TCMF and debt incurred by national authorities with the International Monetary Fund) reached 3.5% and 146% of projected GDP in August 2020 respectively, compared to 1.8 and 130.5% of GDP at the end of 2019."(...)

## **SAO TOME AND PRINCIPE :**

São Tomé and Príncipe becomes 190th country to ratify UNESCO Anti-Doping Convention

<https://www.lawinsport.com/topics/news/item/sao-tome-and-principe-becomes-190th-country-to-ratify-unesco-anti-doping-convention>

The World Anti-Doping Agency (WADA) is pleased to announce that the African nation of São Tomé and Príncipe has become the 190th State Party to ratify the UNESCO International Convention against Doping in Sport (UNESCO Convention). This leaves just five countries worldwide that have yet to complete their ratification of the UNESCO Convention.

WADA President Witold Bańka said: "It is always a moment of celebration for WADA and clean sport when another nation signs up as a State Party to the UNESCO Convention. It demonstrates to us and the rest of the world that São Tomé and Príncipe is serious about its commitment to anti-doping.

"The aim of the UNESCO Convention is to bring nations together, united in the common mission of protecting sport. It has assisted WADA in its efforts to bring consistency and harmonization to anti-doping policy around the globe. Almost all Governments of the world have now pledged their support to clean sport and it is vitally important that they implement it effectively in their respective countries for the good of athletes everywhere.(...)

## **TIMOR-LESTE :**

En route pour l'emploi et les moyens de subsistance au Timor-Leste

[https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS\\_759655/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS_759655/lang--fr/index.htm)

Les populations du Timor-Leste souffrent du manque d'accès aux écoles, aux marchés et aux hôpitaux, notamment pendant la pandémie de COVID-19. Une initiative de l'OIT visant à la réfection des routes rurales contribue à briser leur isolement, à offrir des emplois et à améliorer les moyens de subsistance.

Adelina da Silva et Francisca Mendonça se retrouvent tôt le matin avec leurs collègues pour commencer leur service. Elles passeront la journée à entretenir la route sinueuse qui relie Liurai, leur village dans les montagnes du Timor-Leste, à la capitale, Dili.

Il s'agit de leur premier emploi rémunéré officiel. Auparavant, Mme Da Silva aidait aux tâches ménagères et Mme Mendonça, mère de 12 enfants, s'occupait de sa famille et aidait son mari sur l'exploitation agricole familiale.

Ensemble, elles entretiennent la route en nettoyant les fossés, en comblant les nids-de-poule et en coupant l'herbe en bordure.

«Nous sommes fières de ce travail», disent-elles.(...)

-----  
**\*\*\*\* AFRIQUE DU NORD \*\*\*\***

EGYPT :

Israeli general calls for closer cooperation with Egypt against Turkey

<https://www.middleeastmonitor.com/20201110-israeli-general-calls-for-closer-cooperation-with-egypt-against-turkey/>

An Israeli general has said that Egypt's public support for the normalisation agreements with the UAE, Bahrain and Sudan are one of the distinguishing features and benefits of Israel's partnership with its neighbour in the eastern Mediterranean, Arabi21 has reported.

"Cairo warmly welcomed these agreements, of which a network of complicated power relations have emerged, and prevented any discussion at the Arab League which the Palestinians had demanded," explained Eran Lerman. "All of this is very different from Egyptian conduct in the past."

The Vice President of the Jerusalem Institute for Strategy and Security (JISS) added in a lengthy article that the Egyptian position should be seen as one of the important rewards that Israel gets because of its commitment to the new power relations in the Mediterranean. "This is expressed as explicit support for Greece and Egypt against Turkey on the demarcation of maritime borders and the implicit conflict emanating from this for the future of Libya."

Lerman was in the Israeli army for 20 years. The current position, he said, is an important part of the evolving partnership between Israel, Egypt, the UAE and France.

READ: Israel asks for US help in getting potential Pfizer COVID-19 vaccine

Israel has apparently signed a cooperation memorandum with Greece, Cyprus, the UAE and Bahrain, and participated in a tripartite meeting with the Cypriots and Greeks. "Such developments are paving the way for a new regional alliance of great importance, especially for Egypt and Israel, because it is necessary for Israel to maintain close cooperation with countries of the Mediterranean in this age of uncertainty." There are indications, he claimed, that the US and Europe are "running out of patience" with Turkish President Recep Tayyeb Erdogan.

"Egypt and Israel are annoyed by Erdogan's ambition to establish a neo-Ottoman era, which is increasingly dangerous. The Egyptian regime's pro-Israel stance coincides with persistent anti-Israel positions among Egyptian citizens, especially the intellectual and cultural elite. However, other political and ideological priorities, and geostrategic and economic considerations, have led to a major shift in Egypt's stances towards Israel."

The former general suggested that the maritime agreement signed by Turkey and the internationally-recognised Government of National Accord in Libya could prevent Egypt from

accessing European markets. "In this case, Egypt's interests intersect those of Israel and Cyprus... Hence, Egypt needs to cooperate with Israel to face the Turkish challenge."

Lerman also revealed that Cairo and Tel Aviv have worked closely together for several years to eliminate the threat of pro-Daesh elements in the Sinai Peninsula. "Israeli support for Egypt's positions in Washington is also important to Abdel Fattah Al-Sisi, because he considers his strategic relations with the US as vital and indispensable for the Egyptian leadership and army, despite Egypt's good relations with China and Russia. Thus, Al-Sisi's position will be reinforced in Washington if he presents himself as an ally of Israel."

\*\*\*\*\*

Amnesty calls on Egypt to investigate racial slurs against Sudan protesters

<https://www.middleeastmonitor.com/20201106-amnesty-calls-on-egypt-to-investigate-racial-slurs-against-sudan-protesters/>

Amnesty International has called on the Egyptian government to investigate alleged beatings and racial slurs directed at Sudanese protesters.

Last week Sudanese migrants protested against the killing of 12-year-old Mohamed Hasan who was stabbed by an Egyptian man several times, according to eyewitnesses.

State-run media claimed the Egyptian man was in a financial dispute with Mohamed's father.

Following his murder protesters gathered outside his house in Masaken Othman and the UNHCR office in 6th October City.

Some 49,000 Sudanese refugees are registered with the UNHCR in Egypt but there are thought to be far more in the country.

Demonstrators rallied against the violence, sexual violence, racism and discrimination they experience in Egypt and the government's failure to protect them.

In 2005 at least 20 Sudanese migrants died when thousands of Egyptian riot police evicted them from Mustafa Mahmoud square in Mohandiseen where they were protesting about conditions in Egypt.

At the protests on 29 October, Egyptian security forces fired tear gas and water cannons into the crowds and arrested 70, including children.

Amnesty reports that they were taken to a central prison in Giza where they were beaten with batons, and subject to racial slurs and ill-treatment.(...)

## **ALGERIE :**

En Algérie, malgré un écosystème difficile, les start-up veulent y croire

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/06/en-algerie-malgre-un-ecosysteme-difficile-les-start-up-veulent-y-croire\\_6058829\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/06/en-algerie-malgre-un-ecosysteme-difficile-les-start-up-veulent-y-croire_6058829_3212.html)

Pour encourager les porteurs de projet, le gouvernement algérien a annoncé plusieurs mesures incitatives et une réglementation simplifiée.

Amir balance entre doute et espoir. « Il y a déjà eu tellement de promesses et si peu d'actions concrètes. Mais on se doit d'être optimiste : beaucoup de problèmes n'avaient jamais été abordés par les autorités et maintenant celles-ci proposent des solutions », résume ce gérant d'une société basée à Alger qui fournit des services de développement de site Internet et d'applications mobiles.

Faire de l'Algérie un « pôle de l'innovation en Afrique », c'est l'ambition affichée par Yacine Oualid, le jeune ministre délégué chargé des start-up et de l'innovation. Nommé en janvier par le président Abdelmadjid Tebboune, il est le plus jeune membre du gouvernement actuel. A tout juste 27 ans, son département est à l'origine d'Algeria Disrupt 2020, une conférence nationale sur le sujet qui s'est tenue samedi 3 octobre, dans la capitale.(...)

## **MAROC :**

Sète : reprise des rotations de ferries vers le Maroc

<https://www.bladi.net/sete-bateaux-vers-maroc,75834.html>

Le port de Sète affirme que les rotations de ferries GNV vers Nador reprennent ce samedi, et sont assurées jusqu'au 8 janvier. Une bonne nouvelle pour les Français, dont des MRE, coincés au Maroc.

« La situation s'est débloquée au niveau de la préfecture qui est en train de rédiger l'arrêté concernant la reprise d'activité de la GNV », a déclaré le port de Sète. Le seul problème auquel ce port s'est heurté, c'est de n'avoir pas eu, à l'heure d'écrire ces lignes, de confirmation de ce déblocage par les autorités marocaines, rapporte Midi Libre.

Les voyageurs devront donc jouer la carte de la prudence pour ne pas se retrouver dans une situation intenable. Une suspicion de Covid-19 avait contraint, dimanche 11 octobre, un ferry assurant la liaison Nador-Sète et vice-versa de rester en mer dans l'attente d'un accord entre la préfecture de l'Hérault et la compagnie GNV concernant le respect de règles sanitaires pour l'autoriser à rentrer dans le port sétois.(...)

## **TUNISIE :**

Tunisie: Le ministre de l'Intérieur s'exprime sur les conditions d'accueil des tunisiens expulsés

<https://www.tunisienumerique.com/tunisie-le-ministre-de-linterieur-sexprime-sur-les-conditions-daccueil-des-tunisiens-expulses/>

Le ministre de l'Intérieur, Taoufik Charfeddine a expliqué que l'article 25 de la Constitution tunisienne dispose qu'aucun tunisien « ne peut être empêché (...) de revenir dans son pays ».

Toutefois, et bien que la Tunisie soit prête à accueillir toute personne porteuse de la nationalité tunisienne, cela doit se faire selon certaines contions, a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse conjointe tenue avec son homologue français, Gérald Darmanin le 6 novembre courant.

La plus importante étant de préserver la dignité du tunisien et le respect de ses droits, y compris l'épuisement de tous les recours autorisés en France avant son expulsion, a-t-il déclaré, soulignant l'importance de se conformer aux accords bilatéraux en la matière.

Il a estimé que dans ce genre de situation, les solutions fondées sur une approche globale s'avèrent plus efficaces que les solutions sécuritaires et qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de l'immigration irrégulière.(...)

## **LYBIA :**

Libya army urges withdrawal of Haftar's militia, mercenaries to hold talks in Sirte

<https://www.middleeastmonitor.com/20201107-libya-army-urges-withdrawal-of-haftars-militia-mercenaries-to-hold-talks-in-sirte/>

The Libyan army on Friday welcomed the convening of the Joint Military Commission (5+5) in the Libyan city of Sirte, on condition of the mercenaries' departure and the withdrawal of the militia of General Khalifa Haftar.

This came, according to a statement released by the support forces of the Sirte-Jufra Protection and Security Operations Room affiliated with the army, two days after the conclusion of the talks of the 5+5 commission under the auspices of the United Nations, for the first time in the Libyan town of Ghadames.

The statement announced: "The forces of the Sirte-Jufra Protection and Security Operations Room welcome the meetings of the 5+5 commission, which will be held in the city of Sirte in the coming days, and stress the need for the departure of the Janjaweed and Wagner mercenaries and Haftar's militia withdrawal, in addition to holding all criminals accountable."

The statement continued: “We do not agree to open roads or communicate with an area controlled by foreign mercenaries who have shed our blood, destroyed our capital, laid mines that killed civilians and children, left mass graves behind them and destroyed the infrastructure.”

“There is no place for the war criminal Haftar in the next stage. It is necessary to hold those who committed war crimes and killed civilians accountable,” the statement added.(...)

-----  
**\*\*\*\* AFRIQUE DE L'OUEST \*\*\*\***

## **COTE D'IVOIRE :**

Côte d’Ivoire : Alassane Ouattara reçoit le renfort de ses pairs africains

[https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/10/cote-d-ivoire-le-president-ouattara-invite-henri-konan-bedie-a-une-rencontre\\_6059197\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/10/cote-d-ivoire-le-president-ouattara-invite-henri-konan-bedie-a-une-rencontre_6059197_3210.html)

L’Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest (Cédéao) ont reconnu la réélection d’Alassane Ouattara à un troisième mandat controversé à la tête du pays, où la situation politique et sécuritaire reste tendue.

Le président Alassane Ouattara a reçu, mardi 10 novembre, le renfort public de ses pairs africains qui ont reconnu sa réélection à un troisième mandat controversé à la tête de la Côte d’Ivoire.

Dans des communiqués, l’Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest (Cédéao) ont félicité le chef de l’Etat ivoirien, après la validation définitive lundi par le Conseil constitutionnel de la victoire de M. Ouattara au premier tour du scrutin présidentiel du 31 octobre avec 94,27 % des voix, pour un troisième mandat que l’opposition juge inconstitutionnel. La présidence ivoirienne a aussi reçu, par courrier, des messages du Maroc, du Sénégal, du Togo et du Ghana, selon une source proche de la présidence.

L’opposition ivoirienne a boycotté l’élection et refuse de reconnaître sa validité. Les troubles liés à l’élection ont fait une cinquantaine de morts depuis trois mois, dont une dizaine lundi, alors que l’opposition avait appelé à une journée de mobilisation.

La situation restait tendue mardi, avec, notamment, des affrontements intercommunautaires à M’Batto, à 200 km d’Abidjan. Au moins deux personnes y sont mortes lundi et mardi, selon des sources sécuritaires, alors que de nombreux habitants de la région parlent d’un bilan plus lourd lors de ces heurts entre des Agni, ethnie locale réputée pro-opposition, et des Dioula originaires du Nord, réputés pro-Ouattara. Des forces de sécurité ont été envoyées dans ce village.

Le président Ouattara invite son opposant à une « rencontre »

Alors que le pouvoir et l’opposition ivoiriens sont à couteaux tirés, l’UA « invite tous les acteurs politiques à privilégier le dialogue pour préserver la cohésion sociale et la paix », et la Cédéao «

exhorte » le président Ouattara à « tout mettre en œuvre en faveur du rassemblement des Ivoiriens ». Les deux institutions panafricaines soulignent que le dialogue doit se faire dans le « respect des institutions » (UA) et des « voies du droit » (Cédéao), alors que l'opposition a annoncé la mise en place d'un régime de « transition » au lendemain du scrutin.

Lundi soir, lors d'une adresse télévisée à la nation, le président Ouattara a invité son principal opposant, l'ex-président Henri Konan Bédié, à « une rencontre dans les tout prochains jours pour un dialogue franc et sincère en vue de rétablir la confiance ».

Un signe d'apaisement après avoir usé de la manière forte face à l'opposition : à l'exception de M. Bédié, tous ses leaders font l'objet de poursuites judiciaires et ont été emprisonnés, ou sont bloqués chez eux par les forces de l'ordre, à la suite de la création d'un « Conseil national de transition » (CNT).

\*\*\*\*\*

Côte d'Ivoire : comment Laurent Gbagbo prépare son retour politique

<https://www.cotedivoire.news/politique/52050-cote-divoire-comment-laurent-gbagbo-prepare-son-retour-politique.html>

Retour de Gbagbo – Acquitté par les juges de la première instance il y'a de cela plus d'un an, l'ancien dirigeant ivoirien n'a toujours pas regagné sa terre natale. Son blocage hors de la Côte d'Ivoire s'explique par des raisons juridiques, puisque la Procureure de la Cour Pénale Internationale a décidé de faire appel de la décision rendue par les juges de première instance. A la veille de la présidentielle ivoirienne, l'ancien dirigeant ivoirien a accordé pour la toute première fois une interview à un média.

Le timing de l'interview exclusive de Laurent Gbagbo, a quelques jours de la tenue du scrutin présidentiel ivoirien, n'était pas le fruit d'un hasard. S'il se contentait de s'exprimer par des déclarations lues par ses partisans et proches collaborateurs, l'ancien dirigeant ivoirien a finalement pris la parole pour la toute première fois, dans un entretien exclusif accordé au média TV5 Monde. Si la présidentielle ivoirienne a été évoquée par l'ancien dirigeant, sa posture vis-à-vis du bras de fer qui oppose le régime actuel à l'opposition ivoirienne était très attendue. Comme il fallait s'y attendre, l'ancien président ivoirien a pris position pour l'opposition ivoirienne qui a, après la tenue de la présidentielle du 31 octobre, décidé de mettre en place un conseil national de transition. Sur le plan politique, l'ancien dirigeant n'a visiblement pas encore décidé de prendre sa retraite, à en juger par ses prises de positions assez fermes à l'endroit du régime. Le journaliste Said Penda a passé au peigne fin les grandes lignes de cette interview exclusive qui était si attendue.

«Le criminel de guerre gbagbo, qui s'était imposé un silence depuis sa mise en liberté conditionnée, a accordé une interview à TV5 à la veille de la présidentielle, question de se positionner au cas où l'opposition arrivait à renverser le pouvoir, soit par une insurrection populaire, ou alors par un coup d'état. Dans cette sortie, il déclare clairement soutenir les actions de l'opposition. Il précise même « toutes les actions de l'opposition »; autrement dit, même les actions violentes qui avaient déjà occasionnées des pertes en vies humaines au moment où il s'exprimait, et qui ont provoqué d'autres morts et blessés le jour du vote. Mais au lendemain du scrutin et alors que le rapport de force est à la faveur des autorités qui ont encerclé les domiciles des principaux opposants, le pyromane tente habilement d'apparaître en modéré qui appelle au dialogue. Cette posture du barbare criminel de guerre n'est que de pur opportunisme. Il veut retourner en Côte d'Ivoire si l'appel du parquet de la

CPI était rendu à son avantage, et il sait qu'il plane sur sa tête une épée de Damoclès que seules les autorités ivoiriennes peuvent lever.», a déclaré le journaliste africain. Par épée de Damoclès, il faut entendre ici la condamnation de Laurent Gbagbo à 20 ans de prison par la justice ivoirienne, après l'attaque de la BCEAO en 2011, au plus fort de la crise post-électorale ivoirienne : «En effet, s'il ne bénéficie pas d'une mesure de clémence présidentielle, il irait droit en prison dès qu'il mettrait les pieds en Côte d'Ivoire où il a été condamné à 20 ans de prison dans l'affaire du braquage de la BCEAO.», rapporte l'homme de média.

Négocier un retour avec Ouattara ?

«Alors, par simple calcul politicien, il veut convaincre le président Ouattara de ce qu'il est un acteur pouvant faciliter l'apaisement. C'est ainsi qu'il faut interpréter son coup de fil au premier ministre, Hamed Bakayoko, qu'il a fort opportunément médiatisé, alors que rien ne l'y obligeait. Et pourtant, en se basant sur le comportement belliqueux et violent de simone gbagbo après sa sortie de prison, on peut constater que la violence est dans l'ADN du tristement célèbre couple de criminels de guerre ivoiriens. Il nous semble donc que, malgré l'image de sage qu'il veut se donner, laurent gbagbo n'est pas un facteur de paix », lance l'homme de médias.

\*\*\*\*\*

Côte d'Ivoire : Pas de « microbes » et raisons de la détention d'un « journaliste » interpellé à la résidence de Bédié, le Procureur de la République fait le point

[https://www.koaci.com/article/2020/11/07/cote-divoire/politique/cote-divoire-pas-de-microbes-et-raisons-de-la-detention-dun-journaliste-interpelle-a-la-residence-de-bedi-le-procureur-de-la-republique-fait-le-point\\_146510.html](https://www.koaci.com/article/2020/11/07/cote-divoire/politique/cote-divoire-pas-de-microbes-et-raisons-de-la-detention-dun-journaliste-interpelle-a-la-residence-de-bedi-le-procureur-de-la-republique-fait-le-point_146510.html)

Après des violences interpolitiques suite au mot d'ordre de l'opposition, la semaine dernière à Toumodi

Alexandre Yao, contributeur à "PDCI 24", sur les réseaux sociaux, a été interpellé puis arrêté à la résidence du Président du PDCI-RDA, par ailleurs président du Conseil national de transition (CNT) en même temps que le Secrétaire exécutif du plus vieux parti de Côte d'Ivoire.

En dépit d'un statut de journaliste, il est en détention tout comme les autres cadres du PDCI-RDA qui ont été arrêtés. Les interventions de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) n'ont pas fait fléchir, le Procureur de la République afin qu'il soit libéré.

Hier au cours de sa conférence de presse, le sujet de la détention dite illégale du confrère a été évoqué lors des échanges. Adou-Richard Christophe a été très clair et a affirmé que le journaliste de PDCI 24 avait plusieurs «cordes à son arc ».

«Il n'a jamais été dit que le journaliste devait se concerter avec des personnes. Ceux qui ont été appréhendés ne l'ont pas été par délit de faciès ou par métier. Ce sont des personnes contre lesquelles, nous avons des écoutes. Nous avons également des preuves qu'ils ont posés certains actes et comme la loi qui permet de réprimer les infractions en matière d'atteinte à la sûreté, de sédition et de parjurassions parle de quiconque. On peut être journaliste et vous le savez bien, le journaliste n'a pas une immunité totale, c'est dans le cadre des délits de presse, même dans le cadre de délit de presse, il y a un mode de poursuite de journaliste, mais si on sort des délits de presse et

on se rend compte que le journaliste n'a pas posé des actes de journalismes ou à côté des actes de journalismes a posé d'autres actes qui sont infractionnels. On ne pourra pas dire parce qu'il est journaliste on ne le poursuit pas », s'est justifié, le Procureur de la République.(...)

## **MALI :**

Mali : le PDG de Barrick n'est pas inquiet d'une révision des conventions minières

<https://www.agenceecofin.com/mines/0611-82179-mali-le-pdg-de-barrick-n-est-pas-inquiet-d-une-revision-des-conventions-minières>

(Agence Ecofin) - Au Mali, la modification des conventions minières envisagée par le gouvernement de transition pourrait se dérouler mieux que prévu. Si des tensions entre l'industrie et l'Etat sont toujours possibles, le PDG du géant Barrick, Mark Bristow, trouve la démarche « acceptable ».

Le géant minier Barrick Gold, actif notamment dans l'exploitation de l'or au Mali, ne s'inquiète pas de la possibilité d'une modification des conventions minières conclues avec l'Etat. C'est ce qui ressort des propos tenus par son PDG Mark Bristow (photo), quelques jours après la transmission au président de la transition Bah N'Daw d'un rapport de l'Auditeur général du pays demandant une révision de ces accords.

« Il est acceptable que le nouveau gouvernement veuille remettre en question toutes les transactions qui ont pu être conclues sous l'ancien régime [...]. Je ne vois rien de sinistre dans cette situation », a déclaré à Reuters M. Bristow.

Pour rappel, la compagnie minière Barrick Gold est active au Mali au complexe aurifère Loulo-Goukoto. Elle possédait également dans le pays, en coentreprise avec AngloGold Ashanti, la mine d'or Morila, jusqu'à sa cession récente à Mali Lithium Limited.

\*\*\*\*\*

Mali : l'ex-président Amadou Toumani Touré est décédé

<https://www.digitalcongo.net/article/5faa68505dfb0d0017511c1f/>

Kinshasa10-11-2020Afrique - L'ancien président malien Amadou Toumani Touré, qui a dirigé le pays sahélien de 2002 à 2012 avant d'être renversé par un coup d'État militaire, est décédé dans la nuit de lundi à mardi en Turquie à l'âge de 72 ans, ont indiqué un proche et un médecin.

L'ancien président malien Amadou Toumani Touré est décédé. "ATT", qui a dirigé le pays sahélien de 2002 à 2012 avant d'être renversé par un coup d'État militaire, est décédé dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 novembre en Turquie à l'âge de 72 ans, ont indiqué un proche et un médecin.

"Amadou Toumani Touré est décédé dans la nuit de lundi à mardi en Turquie où il était évacué [pour des raisons] sanitaires", a annoncé à l'AFP Oumar Touré, neveu du défunt.

Amadou Toumani Touré avait subi récemment "une opération du cœur à l'hôpital du Luxembourg de Bamako qu'il a créé. Tout semblait aller bien", a indiqué sous couvert d'anonymat un médecin de l'hôpital.

"On a décidé ensuite de l'évacuer sanitaire. Il a voyagé sur la Turquie très récemment par un vol régulier. Malheureusement il est décédé dans la nuit de lundi à mardi", a-t-il ajouté.

Le nom d'Amadou Toumani Touré, lui-même ancien militaire entré en politique, était associé à la transition démocratique du Mali. Il avait été renversé en mars 2012 par un putsch de soldats entrés en mutinerie contre l'incapacité du gouvernement à arrêter l'offensive, dans le nord du pays, de rebelles touareg et l'afflux de jihadistes en provenance des pays voisins.

France 24 (Avec AFP)

## **TOGO :**

Togo : le Parlement autorise l'adhésion à deux institutions financières internationales

[https://www.alwihdainfo.com/Togo-le-Parlement-autorise-l-adhesion-a-deux-institutions-financieres-internationales\\_a96248.html](https://www.alwihdainfo.com/Togo-le-Parlement-autorise-l-adhesion-a-deux-institutions-financieres-internationales_a96248.html)

L'Assemblée nationale a adopté le jeudi 5 novembre 2020 au cours de sa 9ème séance plénière de la 2ème session ordinaire de l'année, deux projets de lois qui permettront au Togo de mobiliser des ressources additionnelles pour le financement de ses projets de développement.

Il s'agit du projet de loi autorisant l'adhésion du Togo aux statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) adoptés le 29 juin 2015 à Pékin en Chine et du projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à l'accord portant établissement de la société financière dénommée « Africa Finance Corporation (AFC) », adopté le 28 mai 2007 à Lagos au Nigéria.

Le 4ème vice-président de l'Assemblée nationale, Yawovi Amenyo ADJOUROUVI, qui a présidé la séance, a laissé entendre dans son discours à l'issue du vote que, les infrastructures font parties des préoccupations majeures de la plupart des pays et englobent des secteurs divers tels que le transport, les télécommunications, l'énergie ou l'eau. « A la lumière des énormes défis que doivent relever notre pays, il nous faut participer à la recherche et à la diversification des financements à même de soutenir notre ambition de faire du Togo, un hub logistique de premier ordre », a-t-il fait comprendre.(...)

## **SENEGAL :**

Au Sénégal, l'agroécologie se développe grâce à l'épargne solidaire

<https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/je-pense-donc-j-agis/au-senegal-l-6764>

Au Sénégal, la Fongs accompagne les paysannes et les paysans dans leur transition vers l'agroécologie. Laurence BAILLY, responsable de l'Épargne Solidaire au CCFD-Terre Solidaire, nous raconte comment la solidarité d'épargnants en France a pu permettre à ce projet de voir le jour.

Au Sénégal, l'agroécologie se développe grâce à l'épargne solidaire (podcast)

Région des Kalounayes, Sénégal - © Julien Deconinck/CCFD-Terre Solidaire

La Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (Fongs) aide les paysannes et les paysans à produire une alimentation saine, durable et disponible pour chacun grâce à leur transition vers l'agroécologie.(...)

## **BURKINA FASO :**

Burkina Faso : Le Lions Club International vient en aide aux victimes d'inondations

<https://www.burkina24.com/2020/11/06/burkina-faso-le-lions-club-international-vient-en-aide-aux-victimes-dinondations/>

Le district 403A3 du Lions Club international a procédé à la remise de dons aux victimes d'inondations ce vendredi 6 novembre 2020 à Ouagadougou. Ce don d'une valeur de plus de 5 millions de F CFA a accusé un retard dû principalement à la pandémie de Coronavirus. Les responsables du Lions Club ont tenu à garder leur engagement en faveur des victimes d'inondations de Kongoussi et de Barsalogo.

L'année 2020 au Burkina Faso a été marquée par des pluies intensives occasionnant de nombreux dégâts. Le Lions Clubs, se disant sensible à cet état de fait, a décidé de laisser parler son cœur afin de venir en aide aux déplacés et personnes victimes d'inondations de Kongoussi et de Barsalogo.

Amadé Ouédraogo, président de la commission Lutte contre la faim du Lions Club, a expliqué que suite aux dégâts qu'ont causés les pluies, il fallait manifester et activer leur élan de solidarité à travers une subvention d'urgence afin de venir en aide aux victimes.

Harouna Nikiéma, coordonnateur équipe mondiale du service, représentant la gouverneure district 403 A3, a salué l'élan avec lequel les Lions ont contribué afin de parvenir à ces résultats.(...)

## **BENIN :**

Restitution de biens culturels au Bénin et au Sénégal: le projet de loi adopté par le Sénat français

<https://beninwebtv.com/2020/11/restitution-de-biens-culturels-au-benin-et-au-senegal-le-projet-de-loi-adopte-par-le-senat-francais/>

Après son adoption au Parlement, le projet de loi proposé par le gouvernement français dans le cadre de la restitution de biens culturels au Bénin et au Sénégal, a été adopté par le Sénat. Le texte a été adopté en première lecture, ce 4 novembre 2020, avec quelques modifications.

Le processus de restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal est en bonne voie. Le projet de loi proposé à cet effet a déjà eu l'accord de l'Assemblée nationale et du Sénat français. "Mercredi 4 novembre 2020, le Sénat a adopté avec modifications, en première lecture, le projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal", peut-on lire sur le site du Sénat.

En étudiant le projet de loi, le Sénat a proposé la création d'une instance pour « mieux encadrer scientifiquement, dans le futur, ce type de procédure ». Cette instance qui pourrait être dénommée « Conseil national chargé de réfléchir aux questions de circulation et de retour d'œuvres d'art extra-occidentales », aura pour principal rôle d'« éclairer la décision politique », a confié à AFP, la rapporteure Catherine Morin-Desailly.(...)

## **NIGERIA :**

Nigeria: les réseaux sociaux au coeur d'une bataille d'influence

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201106-nigeria-les-r%C3%A9seaux-sociaux-coeur-dune-bataille-influence-larm%C3%A9e>

Au Nigeria, les réseaux sociaux sont au cœur d'une bataille d'influence, plus de deux semaines après la répression brutale du mouvement de protestation de la jeunesse contre les violences policières et pour une meilleure gouvernance dans le pays.

Depuis deux semaines, les autorités nigérianes multiplient les déclarations en faveur d'un contrôle accru d'internet dans le pays. Un objectif affiché depuis plusieurs années par les officiels nigériens.

Quelques heures après l'intervention des forces de sécurité sur le péage de Lekki mardi 20 octobre, l'armée nigérienne a commencé à publier sur Twitter des captures d'écran d'articles faisant état d'une intervention des militaires, tous systématiquement barrés des mots « Fake News » en lettre rouge.

Dans les jours qui ont suivi, les messages gouvernementaux ont commencé à être relayés massivement sur le réseau social, qui était jusque-là monopolisé par les militants du mouvement #EndSARS.

La spécialiste des questions de sécurité Tanwa Ashiru explique qu'il s'agit d'une stratégie récurrente des autorités nigérianes, dont les éléments de langage sont diffusés via une multitude de

faux comptes. Désormais, le gouvernement nigérian semble bien décidé à relancer son offensive contre les réseaux sociaux.

« Nous devons réguler les réseaux sociaux qui ne doivent pas devenir le relai de fausses informations et d'incitations à la haine », a notamment déclaré le ministre de l'Information et de la culture.

Les gouverneurs du Nord du pays se sont également prononcés officiellement en faveur de telles mesures de contrôle. Ces menaces ne sont pas nouvelles au Nigeria, où plusieurs projets de loi visant à encadrer l'usage des réseaux sociaux ont été déposés depuis 2015.

## **NIGER :**

Au Niger, sur les traces de la fausse chloroquine

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/03/au-niger-sur-les-traces-de-la-fausse-chloroquine\\_6058272\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/03/au-niger-sur-les-traces-de-la-fausse-chloroquine_6058272_3212.html)

« Best-seller » des pharmacies informelles au début de la pandémie de Covid-19, le médicament falsifié a depuis disparu des officines.

Sur la charrette en bois, les dizaines de sachets de lessive débordent sur les dosettes de café soluble et les paquets de cigarettes font de l'ombre aux comprimés. Efferalgan, Cotrimoxazole 90 mg, Spigo ou encore cold cap : chez ce vendeur ambulant de Niamey, la capitale du Niger, les pilules colorées s'achètent à l'unité. La plupart sont des contrefaçons. C'est dans ce genre d'échoppes mobiles, que les Nigériens surnomment « pharmacies par terre », que le trafic de faux médicaments s'organise. « Je cherche de la "Samquine"... Vous savez, la fameuse chloroquine qui traite le Covid-19 », demande discrètement un chauffeur de taxi au vendeur. « On n'a pas ça ici », rétorque-t-il immédiatement, le regard inquiet. A quelques kilomètres de là, au pied d'un bazar promettant à ses clients des produits « prix chinois, qualité américaine », même refus et même méfiance de la part du patron.(...)

## **GHANA :**

Ghana : 73 milliards FCFA pour améliorer la fourniture d'électricité

<https://www.afrik.com/ghana-73-milliards-fcfa-pour-ameliorer-la-fourniture-d-electricite>

Le gouvernement a octroyé 130 millions de dollars (73 milliards FCFA) à la Société d'électricité du Ghana (ECG) pour aider l'entreprise de production d'électricité à remplacer ses équipements obsolètes, à réduire les pertes d'électricité et à assurer une production d'électricité durable.

Le ministre de l'Énergie, John Peter Amewu, a indiqué que cela garantirait un transport efficace de l'électricité, ajouterait de la valeur à la production d'électricité et assurerait un approvisionnement en électricité moins cher aux consommateurs. Il a noté que l'alimentation électrique stable dont jouissent actuellement les Ghanéens était due à la collaboration interministérielle et institutionnelle et à la mise en place de personnes compétentes dans la bonne position pour fournir des services de qualité ainsi qu'au leadership efficace du Président Akufo-Addo(...)

## **GAMBIA :**

Gambian survivors to speak out in film about rape under ex-president Jammeh

<https://www.thejakartapost.com/life/2020/11/04/gambian-survivors-to-speak-out-in-film-about-rape-under-ex-president-jammeh.html>

A former beauty queen who testified she was raped by Gambia's ex-president Yahya Jammeh is making a documentary to tell the stories of other women sexually abused under the former regime.

Fatou Jallow, known as Toufah, said the film will feature up to ten women, most of whom testified alongside her at Gambia's Truth, Reconciliation and Reparations Commission (TRRC), often being shamed and rejected as liars after speaking out publicly.

The 24-year-old captured the tiny West African nation's attention last year when she told a live-broadcast hearing that she was locked in a room and violently assaulted by Jammeh, whose 22-year-rule ended when he fled into exile in 2017.

Other women said they were raped by security officers and by the former interior minister in public statements to the TRRC, which was set up by current President Adama Barrow to address human rights violations under the previous regime.

The Thomson Reuters Foundation was unable to verify Jallow's account or that of the other women. TRRC hearings on different types of crimes are ongoing.

"It's the perfect time to come back and on our own terms," said Jallow in an interview in Senegal's capital Dakar before travelling to Gambia this week to start filming(...)

-----  
**\*\*\*\* AFRIQUE CENTRAL \*\*\*\***

**TCHAD :**

Tchad : ce qu'il faut retenir des conclusions du Forum national inclusif

<https://www.jeuneafrique.com/1069550/politique/tchad-ce-quil-faut-retenir-des-conclusions-du-forum-national-inclusif/>

Création d'une vice-présidence et d'un Sénat, diminution de l'âge d'éligibilité à la présidence... Les propositions retenues à l'issue du deuxième Forum national inclusif, qui a été boycotté par une partie de l'opposition, ont fait réagir au sein de la classe politique tchadienne.

Deux ans après le premier Forum national inclusif (FNI), qui avait notamment abouti à la suppression du poste de Premier ministre, la classe politique tchadienne – à l'exception d'une partie de l'opposition, qui a boycotté les réjouissances – a fait le bilan de la jeune vie de la quatrième République.

À six mois de l'élection présidentielle prévue en avril, cette deuxième assemblée « inclusive » et « démocratique », qui s'est clôturée le 1er novembre au Palais du 15-Janvier à N'djamena, a souhaité opérer quelques ajustements. Elle a aussi, selon ses détracteurs, préparé le terrain pour la majorité en vue des prochaines échéances électorales. Jeune Afrique fait le point.

**Un vice-président**

Alors que l'opposition plaidait pour un retour de la primature, supprimée en 2018, la majorité a réaffirmé que le poste de Premier ministre était trop coûteux. Les discussions se sont finalement soldées par la création d'un poste de vice-président, sans que l'étendue de ses missions ne soit encore précisée.

« Le futur vice-président aura pour fonction d'alléger les charges du président et de le suppléer, notamment au niveau de l'administration », résume Jean-Bernard Padaré, porte-parole du Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti au pouvoir.(...)

**CENTRAFRIQUE :**

Centrafrique : la liste face au Maroc avec Kondogbia et le grand retour d'Enza-Yamissi !

<https://www.afrik-foot.com/centrafrique-la-liste-face-au-maroc-avec-un-colchonero-et-le-grand-retour-d-enza-yamissi>

Quelques heures après son homologue du Maroc, Vahid Halilhodzic, le sélectionneur de la Centrafrique, François Zahoui, a communiqué ce jeudi sa liste de 35 joueurs convoqués pour la double confrontation face aux Lions de l'Atlas les 13 et 17 novembre prochains à l'occasion des 3e et 4e journées des qualifications à la CAN 2021 (match aller à Casablanca, retour à Douala au Cameroun).

Fraîchement transféré à l'Atletico Madrid, la star de la sélection, Geoffrey Kondogbia, sera bien de la partie aux côtés du vétéran Eloge Enza-Yamissi. A 37 ans, le milieu de terrain du Racing Besançon (National 3) sort de sa retraite internationale, prononcée en mars 2019, pour signer son grand retour. Les autres têtes d'affiche comme Cédric Yambéré (libre après son départ d'Arabie Saoudite) et Amos Youga (CSKA Sofia) font partie des 12 expatriés retenus aux côtés des 23 joueurs du championnat local.

«35 joueurs, c'est en prévention du coronavirus, nous aurons des tests à faire avant le voyage. Je n'aurai tous les résultats que la veille du voyage avant de sortir la liste des 23 joueurs», a expliqué Zahoui alors que les Fauves sont 3es du groupe avec un petit point de retard sur le duo de tête composé du Maroc et de la Mauritanie.

## **CAMEROUN :**

Cameroun : le cardinal Christian Tumi a été libéré après son enlèvement par des séparatistes ambazoniens

<https://www.jeuneafrique.com/1070239/politique/cameroun-le-cardinal-christian-tumi-enleve-par-des-separatistes-ambazoniens/>

Le cardinal Christian Tumi a été libéré ce vendredi 6 novembre. Il avait été enlevé la veille dans le Nord-Ouest par un groupe de sécessionnistes ambazoniens.

Le cardinal et archevêque émérite de Douala, Christian Tumi, a été libéré vendredi 6 novembre, selon des informations confirmées à Jeune Afrique par l'évêché de Bamenda. Il avait été enlevé jeudi 5 novembre vers 18 heures, en compagnie de onze autres personnes parmi lesquelles Fon Sehm Mbinglo II, le chef traditionnel des Nso.

La délégation avait été interceptée par des séparatistes ambazoniens au niveau de la commune de Baba, dans l'arrondissement de Babessi (département du Ngo-Ketunjia).

Les ravisseurs sont dirigés par un « général » des Ambazoniens, dont le nom de guerre est Chao Mao, un ancien pasteur entré en rébellion contre le pouvoir central de Yaoundé. Celui-ci semble reprocher au cardinal Tumi d'avoir soutenu la reprise des cours dans les écoles des régions anglophones, que les Ambazoniens tentent actuellement d'empêcher.

Selon nos informations, Chao Mao avait été en contact dès les premières heures de l'enlèvement avec des proches du cardinal et leur a assuré que l'ecclésiastique serait rapidement libéré. Mais la libération de l'archevêque de Douala a pris du temps. Fon Sehm Mbinglo II et dix autres personnes sont toujours détenus.

Plusieurs manifestations spontanées de fidèles chrétiens du département avaient débuté dans la matinée de vendredi 6 décembre, réclamant la libération du cardinal et du chef traditionnel des Nso. (...)

## **CONGO BRAZZA :**

Congo-Brazzaville: la colère des habitants face aux coupures récurrentes de courant

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201103-congo-brazzaville-la-col%C3%A8re-habitants-face-coupures-r%C3%A9currentes-courant>

Ces dix dernières années, le Congo-Brazzaville a inauguré au moins deux barrages et augmenté la capacité de sa plus grande unité, la centrale électrique de Pointe-Noire qui a atteint 484 mégawatts. Avec plus de 800 mégawatts de puissance installée, contre 89 mégawatts il y a 20 ans, le pays envisageait d'exporter la denrée. Mais, les petites activités et les ménages sont aujourd'hui confrontés à d'interminables coupures. Pour la Société nationale, la desserte est perturbée par les surcharges les travaux de maintenance des installations.

Dans le périmètre du CEG de l'Amitié à Bacongo, la grande boucherie de Rigobert Massamba grouille de monde. L'homme est envahi par la clientèle. Mais il tourne parfois à perte parce que la qualité du courant laisse à désirer. « Bon ! L'électricité au Congo est un casse-tête comme tous les autres aspects des problèmes. L'électricité n'est jamais stable. Il y a à peine une semaine, j'ai perdu un stock de denrées alimentaires congelées à cause d'une coupure qui a duré 48 heures », se plaint M. Massamba.

À quelques encâblures de cette boucherie se trouve une menuiserie moderne. Ses machines sont souvent à l'arrêt faute d'électricité et André Kandza, chef d'atelier, livre certaines commandes avec beaucoup de retard. « On est pénalisés. Il y a bien des travaux confiés par les clients qu'on peut faire, mais ça ne vaut pas la peine parce qu'il n'y a pas de courant. On est assis là, alors qu'on peut travailler de 7 heures à 12 heures. Puis, de 12 heures à 17 heures, mais on n'a pas d'électricité », explique M. Kandza.(...)

## **GUINEE EQUATORIALE :**

Rosgeo achève avec succès sa cartographie géologique en Guinée équatoriale et passe à la phase 2

[https://www.alwihdainfo.com/Rosgeo-acheve-avec-succes-sa-cartographie-geologique-en-Guinee-equatoriale-et-passe-a-la-phase-2\\_a96422.html](https://www.alwihdainfo.com/Rosgeo-acheve-avec-succes-sa-cartographie-geologique-en-Guinee-equatoriale-et-passe-a-la-phase-2_a96422.html)

Un mois après avoir lancé un projet historique de cartographie géologique dans la région de Rio Muni, en Guinée équatoriale, la société par actions russe Rosgeo a fait des progrès significatifs et

intensifie ses efforts d'exploration sur la zone continentale du pays. La société a maintenant achevé avec succès la phase 1 des travaux de repérage du projet et passe à la phase 2.

Le programme d'exploration historique est exécuté dans le cadre de deux contrats de services signés par le ministère des Mines et des Hydrocarbures en 2020 avec JSC Zarubezhgeologia et JSC Yuzhmorgeologia, filiales internationales de Rosgeo. Il couvre notamment une phase initiale d'acquisition sismique en zone de transit et de cartographie géologique d'état dans la région de Rio Muni, en Guinée équatoriale continentale.

En conséquence, JSC Zarubezhgeologia a effectué des travaux de reconnaissance pour la cartographie géologique de l'État, tandis que JSC Yuzhmorgeologia a effectué de même pour une acquisition sismique complexe dans la zone de transit de Rio Muni. La zone, qui comprend de vastes zones côtières mais aussi des zones d'eau peu profonde, est considérée comme l'une des frontières d'exploration les plus prometteuses de Guinée équatoriale. Elle pourrait notamment faire du pays à nouveau un haut lieu de l'exploration des ressources naturelles.

On s'attend à ce que l'exploration accrue par Rosgeo aide non seulement à soutenir et à augmenter la production intérieure de pétrole et de gaz, mais surtout à prouver des réserves supplémentaires de minéraux clés pour aider la Guinée équatoriale à diversifier davantage son économie.

« Le projet de cartographie géologique entrepris par Rosgeo dans le Rio Muni n'est pas seulement un nouveau pilier de la coopération énergétique entre la République de Guinée équatoriale et la Fédération de Russie, mais pourrait également façonner l'avenir de notre industrie des ressources naturelles. Notre mainland est l'une des régions les plus riches du pays pour les mines et les minéraux, que nous avons identifiées comme des secteurs forts pour diversifier notre économie et créer des emplois. Nous avons également toujours cru au potentiel d'hydrocarbures onshore de la région, et la compréhension de sa géologie s'avérera extrêmement bénéfique pour soutenir les futures activités pétrolières et gazières qui pourraient y être menées par des opérateurs locaux », a déclaré S.E. Gabriel Mbagha Obiang Lima, ministre des Mines et des Hydrocarbures.

Distribué par APO Group pour African Energy Chamber.

\*\*\*\*\*  
**GLOBALISATION**  
\*\*\*\*\*

**UNION AFRICAINE :**

**UNION AFRICAINE : LES MINISTRES DE LA DÉFENSE EN CONCLAVE**

<https://www.union.sonapresse.com/gabon-politique/union-africaine-les-ministres-de-la-defense-en-conclave-23087>

Dans l'optique du maintien de la paix et de la sécurité en Afrique, la 13e réunion ordinaire du Comité technique spécialisé sur la défense, la sûreté et la sécurité de l'Union africaine (UA) s'est tenue jeudi en visioconférence. La rencontre présidée par la ministre sud-africaine de la Défense, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, voit la participation du patron gabonais de la Défense, Michaël Moussa-Adamo.

À l'ouverture des travaux, la présidente de séance, Mme Nosiviwe Mapisa-Nqakula, a rappelé que l'objectif de cette rencontre vise la stabilité durable sur le continent. "Nous saluons, dans cette optique, les soldats qui ont donné le sacrifice ultime de leurs vies pour préserver la paix sur le continent". Pour elle, "le continent évolue vers la résolution des conflits certes, mais le terrorisme reste notre défi majeur".

Pour sa part, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui, a souligné que "nous devons nous assurer qu'il y a des initiatives africaines qui sont mises en application par des Africains eux-mêmes. C'est une honte que ce soit les autres partenaires extérieurs qui paient pour nous".

En participant à cette rencontre, le ministre gabonais de la Défense nationale a montré tout l'intérêt que le Gabon accorde aux questions de paix et de sécurité à travers le continent. Une position qu'a d'ailleurs saluée Smail Chergui, en s'appuyant sur le rôle que le Gabon joue en République Centrafricaine. La rencontre a pris fin par l'adoption, à l'unanimité, de la Déclaration des ministres de la Défense et de la Sécurité.

-----

**CHINA :**

Coopération : Fin du Forum Chine-Afrique des Thanks Thanks

<https://www.guineenews.org/cooperation-fin-du-forum-chine-afrique-des-thinks-thanks/>

Du 5 au 6 novembre 2020, s'est tenu à Pékin, le Forum Chine-Afrique des Thinks Thanks. Une opportunité que les organisateurs et les participants ont exploitée pour définir les nouvelles lignes de la coopération sino-africaine pour un partenariat plus bénéfique.

Comme il fallait s'attendre les échanges au cours de cette rencontre ont porté sur le développement économique et la lutte contre la pauvreté dans le continent à travers le renforcement et la redynamisation des liens d'amitié et de coopération entre les deux parties.

Pour que l'Afrique compétisse avec les autres pays en développement, elle doit à l'image de la Chine, de l'Europe et des Etats-Unis créer une zone de libre échange pour réduire les disparités économiques et les barrières douanières entre les Etats africains eux-mêmes.

Au cours de ce Forum qui a réuni de nombreuses personnalités notamment des chercheurs chinois, africains et des journalistes, il a également question du développement d'un e-commerce transnational dont la mise en œuvre dépend évidemment de l'innovation technologique à travers la recherche et l'éducation.

A cet effet, les jeunes africains ont été invités à mutualiser leurs efforts dans le cadre de la recherche, de l'innovation technologique et de la création. Puisque l'un des atouts du continent africain, c'est la jeunesse de sa population.

C'est pourquoi d'ailleurs, Vuyo Mjimba, Dr.HSRC-Africa Institute of South Africa dira qu'avec la Chine, l'Afrique doit renforcer davantage sa coopération et créer un marché unique .

Les différents intervenants à ce forum n'ont pas manqué aussi de souligner la nécessité de l'électrification, et de l'industrialisation de l'Afrique et la construction des infrastructures routières et ferroviaires qui sont les réels freins à son essor économique.

Au-delà de tous ces aspects, la Chine et l'Afrique ont besoin, dit-on, de nouer des partenariats solides dans le développement de l'agriculture, de la santé et de la technologie. Puisque comme l'a soutenu, Michael Ehizuelen, de l'Institut des Etudes africaines à l'Université Normale de Zhejiang, "chacun gagne quand la jeunesse africaine a des compétences".

Il a été aussi question du renforcement de la solidarité sino-africaine. Car avec l'avènement de la Covid-19, plusieurs pays africains ont bénéficié de l'assistance chinoise à travers des dons de médicaments, des équipements et de déploiement des équipes médicales pour un partage d'expériences.

En conclusion, il est loisible de dire que la Chine et l'Afrique, qui partagent des longues années d'amitié, visent à construire une "communauté de destin commun" dans une coopération gagnant-gagnant.

\*\*\*\*\*

How Jack Ma lost his spot at China's business top table

<https://www.ft.com/content/87883923-e321-4632-a1cb-dc2663a00456>

Regulators and rivals have been lobbying against Ant Group's growing dominance in payments and lending for some time

For years, Alibaba founder Jack Ma has had a safe spot at the top table of Chinese business. Members of the Chinese Entrepreneurs Association even recall an evening outing on West Lake in Hangzhou some years ago when he boasted about his close relations with the president, dating from when Xi Jinping was a provincial Communist Party secretary.

But this week, which was supposed to end with the \$37bn listing of Alibaba's Ant Group financial business, instead saw Mr Xi himself, according to people close to events, pulling the plug on what was meant to be the biggest IPO ever.

The immediate catalyst for the action was at least in part a speech Mr Ma made in October that was critical of Chinese banks and regulators. But in the background, regulators and banks threatened by the rise of nimble new competitors have been lobbying hard to rein the sector in, particularly Ant and its ebullient founder.(...)

---

## USA :

US tops 125,000 daily coronavirus infections -- a record high

<https://edition.cnn.com/2020/11/06/health/us-coronavirus-friday/index.html>

(CNN)The United States set a new record on Friday when it surpassed 125,000 daily coronavirus infections, while Covid-19 hospitalizations continued to climb, prompting health experts to issue dire predictions.

Friday saw at least 125,596 new coronavirus cases -- the highest single day reporting since the pandemic began. It also marked the third straight day the country has surpassed 100,000 daily coronavirus cases.

Besides the new case numbers, by Friday evening there had been at least 1,137 deaths, according to Johns Hopkins University.

Additionally, more than 54,000 Americans are hospitalized with Covid-19, with about 11,000 of them in intensive care, according to the COVID Tracking Project.

Officials around the nation are warning that hospitals could soon run out of capacity. And more hospitalizations and people in intensive care could also lead to a rise in deaths.

Harvard University epidemiologist Marc Lipsitch warned on Friday that coronavirus infections could double over the next month. And an ensemble forecast by the US Centers for Disease Control and Prevention projects another 31,000 people could lose their lives over the next two-and-a-half weeks.(...)

\*\*\*\*\*

US approves \$23.37 billion advanced arms sale to UAE

<https://www.middleeastmonitor.com/20201110-us-approves-23-37-billion-advanced-arms-sale-to-uae/>

The Trump administration told Congress on Tuesday it had approved the US sale of more than \$23 billion in advanced weapons systems, including F-35 fighter jets and armed drones, to the United Arab Emirates, Secretary of State Mike Pompeo said.

The formal notification to lawmakers followed a US-brokered agreement in September in which the UAE agreed to normalise relations with Israel, becoming the first of three Arab states to make such a move in recent months.

"This is in recognition of our deepening relationship and the UAE's need for advanced defense capabilities to deter and defend itself against heightened threats from Iran," Pompeo said in a statement.

The \$23.37 billion package includes up to 50 F-35 Lightning II aircraft, up to 18 MQ-9B Unmanned Aerial Systems and a package of air-to-air and air-to-ground munitions, the State Department said.

READ: Saudi refuses to link purchase of F-35 fighter jets with Israel peace deal

The US Senate Foreign Relations and House of Representatives Foreign Affairs committees – whose members have criticized UAE's role in civilian deaths in Yemen's civil war – review major weapons sales before the State Department sends its formal notification to the legislative branch.

Any deal the United States makes to sell weapons in the Middle East must satisfy decades of agreement with Israel that the US-made equipment must not impair Israel's "qualitative military edge," guaranteeing US weapons furnished to Israel are "superior in capability" to those sold to its neighbors.

-----

**ONU / UN :**

L'environnement est aussi victime des conflits armés, avertit l'ONU

<https://news.un.org/fr/story/2020/11/1081732>

« Si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable, nous devons prendre d'urgence des mesures audacieuses afin de réduire les risques que la dégradation de l'environnement et les changements climatiques présentent pour les conflits et nous engager à protéger notre planète des effets dévastateurs de la guerre », a déclaré António Guterres, dans un message à l'occasion de la Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé.

## Construire la confiance

Bien que les perturbations climatiques et la dégradation de l'environnement ne soient pas la cause directe des conflits, elles peuvent en exacerber le risque, a déclaré le chef des Nations Unies, signalant que leurs effets combinés sapent les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la confiance dans le gouvernement, la santé et l'éducation, et l'égalité sociale.

« La dégradation des ressources naturelles et des écosystèmes s'ajoute aux défis auxquels sont confrontées les communautés déjà vulnérables, à court et à long terme, et notamment les femmes et les filles qui sont touchées de manière disproportionnée », a-t-il poursuivi.

Selon M. Guterres, les ressources naturelles sont nécessaires pour assurer la fourniture de nombreux services essentiels, tels que l'eau ou l'électricité, mais elles peuvent également être une plate-forme pour l'établissement de la confiance et le partage des bénéfices entre des groupes divisés.(...)

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mardi 10 novembre 2020**